



## BANQUE CENTRALE DES COMORES

### **Siège - Moroni Grande Comore:**

Place de France BP: 405 Moroni

Tél: +269 73 18 14 Fax: +269 73 03 49

### **Agence de Anjouan:**

BP :365 Mutsamudu

Tél: +269 71 00 35 Fax : +269 71 06 55

### **Agence de Mohéli :**

BP: Fomboni

Tél: +269 72 06 90 Fax: +269 72 06 93

# BANQUE CENTRALE DES COMORES





**LETTRE DE PRESENTATION  
DU RAPPORT ANNUEL 2006  
DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES**

**A SON EXCELLENCE,  
MONSIEUR AHMED ABDALLAH MOHAMED SAMBI,  
PRESIDENT DE L'UNION DES COMORES**

**PAR  
M. Ahamadi ABDOULBASTOI, GOUVERNEUR  
DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES**

## Monsieur le Président de l'Union des Comores,

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément aux dispositions légales, le Rapport Annuel de la Banque Centrale des Comores qui retrace l'évolution de la situation économique, financière et monétaire des Comores, ainsi que la gestion de la Banque, au cours de l'année 2006.

En 2006, l'activité économique mondiale a enregistré un taux de croissance de 5,1%, après 4,3% en 2005. Cette croissance, inégale d'une région à une autre, a été principalement soutenue par le dynamisme du commerce international et tirée davantage par les économies émergentes et en développement, notamment la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie qui ont largement stimulé l'activité économique mondiale en 2006. Les pays d'Asie continuent d'afficher de forts taux de croissance, plus élevés que ceux observés en Amérique latine, où la croissance est très inégalement distribuée.

Un rééquilibrage de la croissance entre différentes zones géographiques a été observé, en particulier, la réduction des décalages de conjoncture économique des pays développés, avec un ralentissement aux États-Unis et une reprise en Europe et au Japon.

En Afrique sub-saharienne, le taux de croissance du PIB a légèrement baissé, revenant de 6% en 2005 à 5,4% en 2006. En revanche, au Moyen-Orient, confronté à de nombreux affrontements, la croissance économique reste soutenue dans les pays producteurs de pétrole.

Aux Comores, le taux de croissance du PIB réel a atteint 2,4% en 2006 contre 2,8% en 2005. Cette décélération est liée au retournement de la conjoncture économique observée au 1er semestre, marquée notamment par une détérioration des finances publiques. La bonne tenue de la demande privée, tirée par la hausse des dépenses du secteur des BTP, a soutenu la croissance en 2006.

La maîtrise de l'inflation amorcée en 2005 s'est poursuivie en 2006 avec un taux d'inflation contenu à 3,4%, en dépit de l'augmentation du coût des importations des produits pétroliers.

Le déficit du compte courant de la balance des paiements a affiché une amélioration, passant d'un déficit de 6,4% du PIB en 2005 à 5,2% cette année, en relation avec la consolidation des transferts privés, en dépit de la détérioration du solde des services.

Au niveau des Finances publiques, l'évolution défavorable de la conjoncture économique a conduit le Gouvernement à réviser à la baisse les prévisions budgétaires 2006. Les recettes intérieures ont diminué de 10%, revenant de 23,9 milliards FC en 2005 à 21,6 milliards FC en 2006 tandis que les dépenses courantes primaires ont progressé 6% pour s'établir à 22,2 milliards FC, dégageant un déficit budgétaire, base engagements, dons inclus, de 3,4 milliards FC contre un excédent de 83 millions FC en 2005.

Dans le domaine monétaire, le stock de monnaie s'est contracté à 33,4 milliards FC en décembre 2006 contre 35,4 milliards FC en décembre 2005, soit une baisse de 5,8%. Cette baisse est expliquée par le recul du crédit intérieur (-8%), pendant que les avoirs extérieurs nets se sont raffermies (+6,2%), améliorant la couverture extérieure de la masse monétaire qui passe de 106% en 2005 à 119% en 2006.

Les taux de la Banque Centrale des Comores, indexés sur l'EONIA, principal taux interban

caire de la zone euro, ont parallèlement suivi la tendance haussière observée au niveau international. Le taux des avances à l'Etat et le taux d'escompte, fixés à EONIA+1,5%, se sont élevés en

moyenne de 4,34 % en 2006 contre 3,59% en 2005. Le taux de rémunération des dépôts du Trésor, des banques et des établissements financiers non soumis à l'obligation des réserves, fixé à EONIA-1/8, a suivi la même tendance, passant de 2,09% en 2005 à 2,71% en 2006. Les taux de rémunération des réserves libres et des réserves obligatoires des banques et établissements financiers ont été revus à la baisse en début d'année 2006, respectivement de EONIA à EONIA-1/8 et de EONIA-1/8 à EONIA-1/4.

Les taux créditeurs et débiteurs ont été ramenés, respectivement de 3% à 2,5% et de la fourchette [8-14]% à la fourchette [7-14]%, depuis le 1er janvier 2006.

En juillet 2006, le taux de constitution des réserves obligatoires a été revu à la baisse de 35% à 25%, en vue de stimuler le crédit intérieur.

En 2006, la devise européenne s'est appréciée de 11% en glissement annuel par rapport au dollar, après 14% en 2005. Cette évolution s'est traduite par une quasi-stabilité sur deux ans de la moyenne annuelle du taux change du dollar par rapport au franc comorien, qui a atteint 392 FC pour un dollar en 2006 contre 396 FC en 2005.

Dans le cadre des relations avec le FMI, le suivi du programme de référence engagé depuis 2005 devait aboutir vers la conclusion d'un programme économique sur trois ans appuyé par la FRPC, qui conduirait vers l'allègement de la dette extérieure à travers l'initiative PPTE.

L'année 2006 a été aussi marquée par l'émission d'une nouvelle gamme de billets, bénéficiant d'une nouvelle technologie de fabrication, en termes de durabilité et de sécurité contre la falsification. Ces nouveaux billets ont mis en valeur l'histoire, la culture, la flore et la faune comoriennes, notamment avec les portraits du Grand Moufti Al-Habib Saïd Omar Bin Soumeit, et du Président Saïd Mohamed Cheikh, ou encore le Mausolé du Président Ahmed Abdallah Abdérémane.

Au niveau du secteur bancaire, une étape importante a été franchie, marquée par l'agrément accordé à deux nouvelles banques commerciales, qui prévoient d'ouvrir leurs guichets au cours du dernier trimestre de 2007. Cette ouverture consolide la crédibilité du secteur et ouvre de nouvelles opportunités pour le financement bancaire de l'économie.

Je vous prie de croire, Monsieur Le Président, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

Le Gouverneur,

Ahamadi ABDOULBASTOI

# Sommaire

<b>CHAPITRE I: L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>11</b>
<b>SECTION I - LES PRINCIPALES EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES</b>	<b>11</b>
1.1 - Les Etats-Unis, le Japon et la Chine	11
1.2 - Les pays de l'Union Européenne	12
1.3 - L'Afrique sub-saharienne	13
1.4 - Les autres régions	14
<b>SECTION II - LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>	<b>14</b>
2.1 - La Zone Franc	14
2.2 - La construction européenne	16
2.3 - L'Union africaine	16
2.4 - La coopération sous-régionale	16
2.5 - Les institutions financières internationales	17
<b>CHAPITRE II : LA SITUATION INTERIEURE</b>	<b>19</b>
<b>SECTION I - LA PRODUCTION DU SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>20</b>
1.1 - Les produits de rente	20
1.2 - La production alimentaire	21
<b>SECTION II - L'INDUSTRIE, L'ARTISANAT ET LES TRAVAUX PUBLICS</b>	<b>23</b>
2.1 - L'industrie et l'artisanat	23
2.2 - Les travaux publics	24
<b>SECTION III - LES SERVICES</b>	<b>25</b>
3.1 - Le tourisme	25
3.2 - Les Télécommunications	26
<b>CHAPITRE III : LES ECHANGES EXTERIEURS</b>	<b>27</b>
<b>SECTION I - LE COMMERCE EXTERIEUR</b>	<b>27</b>
1.1 - Les Exportations	27
1.2 - Les Importations	28
1.3 - L'évolution géographique des échanges	29

<b>SECTION II - LA BALANCE DES PAIEMENTS</b>	<b>29</b>
2.1 - Le compte des transactions courantes	29
2.2 - Le compte de capital et d'opérations financières	30
<b>CHAPITRE IV : LA SITUATION FINANCIERE ET MONETAIRE</b>	<b>35</b>
<b>SECTION I - LES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>35</b>
1.1 - L'exécution du budget 2006	35
1.2 - Les opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations Publiques	36
1.3 - Les prévisions budgétaires pour l'année 2007	38
<b>SECTION II - LA SITUATION MONETAIRE</b>	<b>38</b>
2.1 - La masse monétaire	38
2.2 - Les contreparties de la masse monétaire	39
<b>SECTION III - LE SYSTEME BANCAIRE</b>	<b>40</b>
3.1 - Structure du système bancaire	40
3.2 - L'activité des établissements financiers	41
3.3 - Les conditions de banques	42
<b>CHAPITRE V : L'ADMINISTRATION, L'ACTIVITE ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE</b>	<b>43</b>
<b>SECTION I - L'ORGANISATION</b>	<b>43</b>
1.1 - L'Administration	43
1.2 - Les effectifs	43
<b>SECTION II - LES ACTIVITES DE LA BANQUE</b>	<b>43</b>
2.1 - Le démarrage des activités de l'agence de Mohéli	43
2.2 - Les billets et pièces en circulation	44
2.3 - Les systèmes de paiements et de règlements	45
2.4 - Les autres activités de la Banque	46
<b>SECTION III - LES COMPTES DE LA BANQUE</b>	<b>49</b>
3.1 - Le bilan	49
3.2 - Le compte de résultat	49
<b>SECTION IV - L'AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>51</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>53</b>
<b>ENCART : EVOLUTION GEOGRAPHIQUE ET STRUCTURELLE DES ECHANGES EXTERIEURS DES COMORES ENTRE 1996 ET 2006</b>	<b>32</b>







# RAPPORT ANNUEL 2006



---

# Chapitre I

## L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### Section I - Les principales évolutions économiques, monétaires et financières

Dans un contexte de forte progression du commerce international, l'activité économique mondiale a enregistré un taux de croissance de 5,1%, après 4,3% en 2005. Cette croissance a été essentiellement tirée par le dynamisme des économies asiatiques, en particulier la Chine, tandis que le Japon a donné des signes encore plus clairs de sa sortie de déflation, avec une croissance supérieure à 2% pour la troisième année consécutive. Par ailleurs, les écarts de croissance entre les pays avancés se sont réduits, permettant un rééquilibrage de l'économie mondiale.

Cette croissance a exercé une pression à la hausse sur les cours des matières premières, notamment énergétiques, les cours du pétrole atteignant un sommet historique de plus 78 dollars US au début du mois d'août. Cette envolée des cours s'explique par des inquiétudes relatives à l'offre, comme les perturbations survenues dans plusieurs régions, notamment au Nigéria, en Irak et en Alaska. Au cours du dernier trimestre de l'année sous revue, la relative accalmie des tensions au Moyen-Orient, la faible activité cyclonique dans le Golfe du Mexique, l'absence de retombées sur la production de l'Irak et la constitution de stocks plus importants, ont conduit à une baisse des cours, s'établissant en moyenne à 63 dollars US en décembre, soit une croissance annuelle moyenne du prix de 20,3% par rapport à 2005.

L'année 2006 a été marquée par l'affaiblissement du dollar américain par rapport à l'euro, en liaison avec le déficit persistant et élevé du compte courant des États-Unis, la diminution du différentiel d'intérêt entre les deux zones et les meilleures perspectives de croissance de la zone euro.

### 1.1 - Les Etats-Unis, le Japon et la Chine

L'économie américaine a affiché une croissance moyenne de 3,3%, après 3,6% en 2005 et 4,2% en 2004. Trois facteurs expliquent cette inflexion : le ralentissement du marché immobilier américain suite à la hausse des taux d'intérêt, le lourd déficit de la balance des paiements américaine et la persistance des tensions au Moyen-Orient.

Sur le marché du travail, 1,9 million d'emplois ont été créés au cours de l'année dans le secteur non agricole, portant le taux de chômage à 4,6% contre 5,1% en 2005, soit son taux le plus bas depuis 5 ans, entraînant une hausse des salaires de 4,2% en 2006.

En dépit de la hausse des cours mondiaux de l'énergie, le taux d'inflation a été contenu à 3,2%, les conditions climatiques favorables ayant contribué aux baisses de la demande et des prix énergétiques domestiques. Dans ce contexte, la Réserve Fédérale a laissé inchangés ses taux directeurs.

Sur le plan fiscal, en dépit des réductions d'impôts votées, les recettes du Trésor ont grimpé de 11,8%, après 14,6% en 2005. Malgré le coût élevé de la guerre en Irak, le déficit budgétaire des États-Unis est tombé à 2,3% du PIB en 2006, après 3,7% en 2005.

Le Japon donne des signes clairs de sa sortie de déflation, avec un taux de croissance de 2,8% en 2006, après 2,4% en 2005 et 2,7% en 2004, accompagnée d'une légère hausse du niveau général des prix (+0,3% en 2006 contre -0,6% en 2005). Deux facteurs intérieurs, les investissements

des entreprises et la consommation des ménages ont permis cette croissance. En effet, le redressement des comptes des entreprises, l'effort d'innovation et le dynamisme du commerce intra-asiatique ont soutenu l'investissement productif, permettant en retour une hausse des salaires et la bonne tenue de l'emploi.

Le taux de chômage s'est établi à 4,1% en 2006 contre 4,4% en 2005. Cette augmentation de la demande intérieure a permis à la croissance économique du Japon d'être moins dépendante

des exportations.

En juillet 2006, la Banque du Japon a mis un terme à sa politique de taux zéro, en relevant son taux de base de 25 points de base pour la première fois depuis cinq ans. En effet, durant quatre ans, le Japon a vécu le paradoxe d'une déflation dans une phase d'expansion économique modérée tirée par les exportations.

Bien qu'exposée au ralentissement de l'économie américaine, la croissance chinoise n'a pas faibli en 2006, restant sur une progression annuelle de 10,6% qui a principalement reposé sur le commerce extérieur, les exportations représentant environ 40% du PIB en 2006. Les mesures prises en 2005 par les 25 pays de l'Union Européenne et les Etats-Unis, afin de limiter les importations de textile en provenance de la Chine, n'ont eu qu'un impact limité sur la croissance des exportations chinoises (+22%). L'excédent de la balance courante a représenté 8,3% du PIB en 2006.

Malgré la hausse des prix administrés des produits pétroliers enregistrée au cours de l'année, le taux d'inflation s'est élevé à 1,4% en 2006 après 1,8% en 2005, grâce notamment à l'augmentation des capacités de production.

La vigueur de la demande chinoise a toutefois entretenu la hausse des cours mondiaux du pétrole et des matières premières industrielles, principalement l'aluminium et le cuivre.

Sur le marché des changes, la devise chinoise, le renminbi, ne s'est appréciée que de 4% vis-à-vis de la monnaie américaine, en raison du maintien de marges de fluctuation assez strictes, tandis que les réserves de change se sont encore accrues, poussant la Banque populaire de Chine à relever à deux reprises, aux mois d'avril et d'août, son taux d'intérêt de référence de 27 points de base, pour passer à 6,12%.

## 1.2 - Les pays de l'Union Européenne

Après quatre ans de relative atonie, la croissance économique dans la zone euro s'est raffermie, s'élevant à 2,9% en 2006, après 1,6% en 2005 et 1,8% en 2004, grâce notamment à la vigueur de la demande intérieure (+2,5% en 2006 contre 1,7% en 2005), et à la reprise des exportations (+7,9% en 2006).

Comme les années précédentes, des écarts de croissance ont été observés à l'intérieur de la zone. Le Luxembourg et l'Irlande ont enregistré les taux les plus élevés (respectivement 6,2% et 6,0%) tandis que le

Evolution de quelques indicateurs économiques dans la zone euro (en %)			
	2004	2005	2006
Taux de croissance du PIB	1,8	1,6	2,9
Taux d'inflation (IPCH)	2,1	2,2	2,2
Taux de chômage	8,8	8,6	7,9
Déficit public en % du PIB	-2,8	-2,5	-1,6
Solde du compte courant en % du PIB	0,8	0,0	-0,3

Sources : BDF, OCDE, BNB

Portugal a connu la croissance la plus faible, à 1,3%. Quatre autres pays, la Slovaquie,

la Finlande, l'Espagne et l'Autriche, ont affiché des taux de croissance supérieurs à 3%. La France, l'Allemagne et l'Italie ont enregistré une accélération de l'activité économique, observant des taux de croissance du PIB de 2,2%, 3,0% et 1,9%, respectivement.

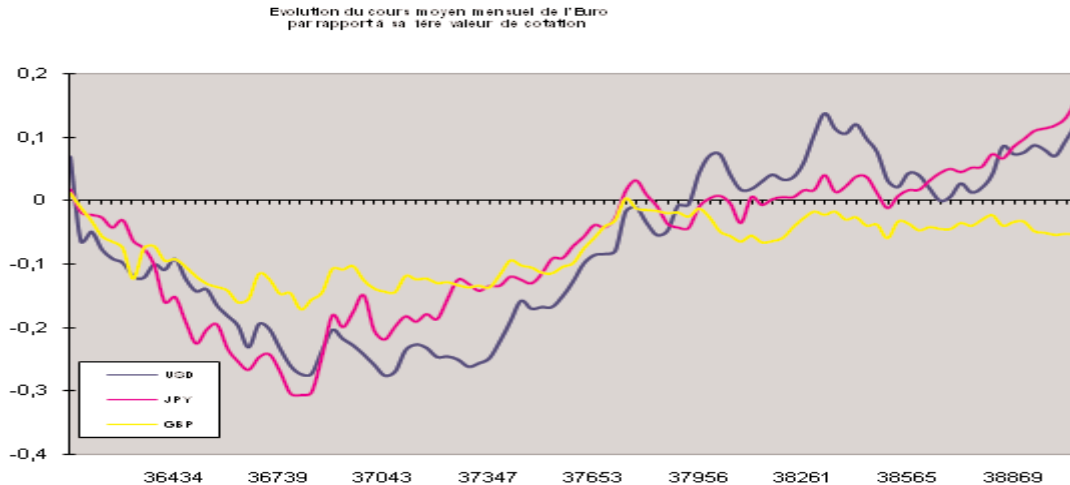
Comme en 2005 et en dépit de la hausse des cours du pétrole, le taux d'inflation dans la zone euro a été contenu à 2,2%, les Pays-Bas et l'Autriche enregistrant le taux le plus faible (+1,4%) et l'Irlande, le plus élevé (+3,9%).

Concernant les finances publiques, le besoin de financement des administrations publiques a recu-

lé, passant de 2,5% en 2005 à 1,6% en 2006, les recettes publiques bénéficiant de la reprise économique et les dépenses étant maîtrisées. Seuls deux pays, l'Italie et le Portugal ont présenté un déficit budgétaire supérieur à la norme, fixée à 3%.

La BCE a graduellement relevé son taux directeur principal de 1,25 point de pourcentage sur l'ensemble de l'année 2006, pour le fixer à 3,5% en décembre.

Après une baisse observée au dernier trimestre 2005, la devise européenne a enregistré une nette progression face au dollar américain, affichant une hausse de plus de 11% de décembre 2005 à décembre



2006. Elle a accentué cette progression face au yen, avec un taux de croissance de plus de 12% sur la période, alors qu'elle a reculé de 2% par rapport à la livre sterling.

Les Etats de l'Union Européenne n'appartenant pas à la zone euro ont enregistré une croissance économique de 3,1%, taux supérieur à celui enregistré en moyenne dans la zone euro (2,9%).

Au Royaume-Uni, la progression de l'activité s'est sensiblement accélérée, tirée par la consommation privée et les investissements, aussi bien publics que des entreprises.

Le taux de chômage s'est établi à 2,9% (2,7% en 2005), restant largement en dessous de celui de la zone euro. Le déficit public est revenu sous la barre des 3%, pour la première fois depuis 2003. La Suède et le Danemark ont également connu une vive croissance économique portée par la demande intérieure.

Les pays d'Europe centrale et de l'Est, lancé dans un mouvement de rattrapage vis-à-vis de la zone euro, ont affiché des taux de croissance deux fois supérieurs à ceux enregistrés en moyenne dans la zone euro, la consommation et l'investissement privé ayant été les moteurs de cette expansion. Dans tous ces pays, exception faite de la Pologne, le taux d'inflation a dépassé le seuil des 2%, en liaison avec le dynamisme de la demande intérieure et la hausse des salaires.

### 1.3 - L'Afrique sub-saharienne

L'Afrique, qui offre une plus grande potentialité de croissance économique, connaît ces dernières années une période de croissance soutenue.

En 2006, le taux de croissance du PIB a atteint 5,4% contre 6% en 2005. Cette légère baisse est imputable au ralentissement de l'activité en Afrique du Sud et les chocs subis par la plupart des économies du fait de la situation tendue du marché pétrolier.

Toutefois, la consolidation de la demande mondiale a poussé à la hausse les cours des principales matières premières exportables (à l'exception notable du coton), soutenant de ce fait la production intérieure.

Le taux d'inflation moyen en Afrique sub-saharienne s'est établi à 11,7% contre 9,8% en 2005 et 9,3%

en 2004. Les pays de la Zone franc ont en revanche maîtrisé la hausse de l'inflation à 3,3%, niveau largement inférieur à celui observé dans les autres pays.

## 1.4 - Les autres régions

La croissance de la Chine, de l'Inde ou du Brésil stimule par ricochet l'économie des pays fournisseurs de pétrole et de matières premières, comme les pays du golfe, la Russie, la Norvège, mais également un nombre de pays d'Afrique et d'Amérique Latine.

Dans les pays émergents d'Asie, la croissance a été alimentée par l'accumulation rapide de capital physique et humain ainsi que par l'augmentation rapide de la productivité totale des facteurs.

En effet, l'agriculture continue d'employer près de la moitié des actifs dans l'ensemble des pays en développement d'Asie, cette proportion atteignant même 60 % dans les pays de développement récent tels que le Vietnam et le Cambodge.

La poursuite de la libéralisation du commerce, l'élargissement et l'approfondissement des systèmes financiers, la valorisation du capital humain, la promotion d'une plus grande flexibilité des marchés de l'emploi et l'élimination des carences généralisées des infrastructures sont autant d'actions qui aideront ces pays à supporter la transformation structurelle de leur économie.

Au Moyen-Orient, les gouverneurs des banques centrales du Conseil de coopération du golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes Unis, Oman, Koweït et Qatar) ont mis en place en avril un conseil monétaire, première étape vers la création d'une banque centrale commune, en vue du lancement d'une monnaie unique en 2010.

Selon les données les plus récentes publiées par la Commission Economique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Amérique latine a connu une croissance de 5,3% en 2006, portant à 11,7% l'accroissement du revenu par habitant depuis 2003, et surtout après un taux de croissance négatif, à -1%, en 2002.

Cette performance est imputable à deux facteurs : au prix élevé de certains produits exportés, notamment le pétrole, et aux transferts des migrants. Selon la Banque interaméricaine de développement (BID), le montant total de ces transferts atteint 60 milliards de \$US en 2006, dont 45 milliards de \$US proviennent des migrants vivant aux Etats-Unis.

## Section II - La coopération internationale

### 2.1 - La Zone Franc

En Zone franc, l'activité économique s'est ralentie en 2006, affichant un taux de croissance du PIB réel de 3,1% contre 4,7% en 2005, en liaison avec la baisse de la production pétrolière de certains pays exportateurs (Guinée Equatoriale, Tchad et Nigéria).

Dans la sous-Zone UEMOA, confrontée à la crise ivoirienne, le taux de croissance du PIB réel est revenu de 4,4% en 2005 à 3,4% en 2006, en raison essentiellement des contreperformances du secteur secondaire, suite à la hausse des prix des produits pétroliers et à la crise énergétique observée dans certains pays membres. En revanche, en dépit des difficultés rencontrées par certaines filières agricoles d'exportation, le secteur primaire, qui a bénéficié de conditions climatiques favorables, a enregistré une augmentation de la production vivrière.

Le taux d'inflation a été contenu à 2,3% contre 4,3% en 2005, à la faveur d'une baisse des prix des céréales suite à une offre suffisante de produits alimentaires, atténuée toutefois par la progression des prix énergétiques.

Dans le domaine des finances publiques, les dépenses budgétaires ont progressé plus fortement

(13,9%, représentant 23,2% du PIB contre 21,5% en 2005) que les recettes (9,3%, représentant 17% du PIB contre 16,5% en 2005), creusant le déficit du solde budgétaire de base de - 1,6% du PIB en 2005 à - 2,1% en 2006.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire a augmenté de 11%, reflétant l'évolution de ses contreparties. Les avoirs extérieurs nets se sont accrus (+18%), consolidant la position extérieure nette des banques, tandis que le crédit intérieur n'a augmenté que de 1,8%, en liaison avec la hausse des crédits à l'économie (+7,7%), les créances nettes à l'Etat baissant de 30,2%.

Dans la sous-Zone CEMAC, le ralentissement de la croissance économique observé en 2005 s'est poursuivi en 2006, avec un taux de croissance du PIB de 3,3%, après 4% en 2005 et 7,1% en 2004. En dépit de la bonne tenue des secteurs non pétroliers (commerce, tourisme, transport et autres services), la réduction de la production du secteur pétrolier (-3,0% en 2006 contre +3,5% en 2005) a pesé négativement sur l'activité de la région.

Les tensions inflationnistes apparues en 2005, se sont accrues en 2006, portant le taux d'inflation à 5,2% après 2,9% l'année précédente. Cette augmentation a résulté du relèvement des prix des produits pétroliers à la pompe, suite à la hausse des cours internationaux du pétrole, et de l'insuffisance de l'offre de produits vivriers et céréaliers, face à une demande intérieure vigoureuse, notamment en République Centrafricaine et au Gabon.

Evolution de quelques indicateurs économiques dans la Zone Franc (en %)			
	2004	2005	2006
Croissance du PIB			
Zone Franc	5	4,7	3,1
UEMOA	3,5	4,4	3,4
CEMAC	7,1	4,0	3,3
Comores	1,9	2,8	2,4
Taux d'inflation (en moy annuelle)			
Zone Franc	0,7	3,7	3,3
UEMOA	0,5	4,4	2,3
CEMAC	0,4	2,9	5,2
Comores	4,5	3,2	3,4
Solde du compte courant en % du PIB			
UEMOA	- 4,2	- 6,1	- 5,1
CEMAC	- 4,2	1,3	2,1
Comores	- 5,2	- 6,4	- 5,2
Solde Budgétaire de Base/PIB **			
UEMOA	-0,7	-1,6	-2,1
CEMAC	4,9	9,0	11,7
Comores	-2,1	-0,5	-1,7

source : données nationales, BDF, AFD, BCC, FMI \*données provisoires,

\*\* SBB = recettes totales hors dons - dépenses totales hors investissement financé sur ressources extérieures

S'agissant des finances publiques, la sous-région a enregistré une hausse de 33,9% des recettes budgétaires, représentant 29,5% du PIB contre 25% en 2005. Cette évolution a résulté principalement de l'accroissement des recettes pétrolières, accompagné d'une progression de 10,1% des revenus non pétroliers, en raison d'un élargissement de l'assiette fiscale et d'un meilleur recouvrement des impôts et taxes.

Les dépenses budgétaires ont parallèlement augmenté de 25,2%, représentant 18,7% du PIB contre 16,9% en 2005, en liaison avec l'expansion de 52,5% des dépenses en capital, suite au décaissement des fonds PTE au Cameroun. Les dépenses courantes ont augmenté de 13,8%, sous l'impulsion des transferts et subventions (+35,2%), des dépenses en biens et services (+16,7%) et des traitements et salaires (+5,6%). L'excédent du solde budgétaire, base engagements (hors dons), s'est amélioré, se situant à 10,9% du PIB en 2006, contre 8,1% en 2005.

Au 31 décembre 2006, la situation monétaire s'est caractérisée par la consolidation de la position extérieure nette (+60,5%) en relation avec l'impact favorable des cours des matières premières sur les recettes d'exportation et la diminution du poids des engagements extérieurs des Etats, en rapport avec les annulations et/ou réaménagements de dettes et la baisse du dollar américain.

La convergence macroéconomique des pays de la Zone franc a peu progressé en 2006. Seul un pays, le Mali, a respecté les quatre critères de premier rang, avec un solde budgétaire de base rapporté au PIB positif, un taux d'inflation inférieur à 3%, un encours de la dette publique inférieur à 70% du PIB et une non accumulation des arriérés.

Pour les Comores, aucun critère n'a pu être atteint au 31 décembre 2006, la situation étant marquée par une détérioration des indicateurs par rapport aux réalisations de l'année 2005.

## 2.2 - La construction européenne

En juillet 2006, le Conseil européen a accepté l'entrée de la Slovaquie dans la Zone Euro le 1er janvier 2007, et a refusé celle de la Lituanie. La zone euro compte désormais treize membres. Il a également autorisé, en décembre 2006, la Bulgarie et la Roumanie à devenir membres de l'UE à partir du 1er janvier 2007, décision assortie toutefois de conditions, notamment la lutte contre la corruption.

## 2.3 - L'Union africaine

A l'occasion de la 6ème conférence de l'UA, les chefs d'Etats et de Gouvernement se sont réunis à Khartoum (Soudan) du 23 au 26 janvier 2006, avec comme ordre du jour, le renouvellement de la présidence de l'UA, la mise en place de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples et les nombreuses violations des droits de l'homme commises sur le continent. A cet égard, ce sommet a mis en place un Comité d'Eminents juristes

En juillet 2006, lors de la 7ème Session de la Conférence des Chefs d'Etat, à Banjul (Gambie), les Chefs d'Etats ont encore une fois mis l'accent, comme en juillet 2005 lors du sommet de Syrte, sur l'idée des Etats Unis d'Afrique comme étant un pas décisif vers l'intégration politique et économique. En novembre 2006, le Conseil Exécutif de l'UA a souligné que "tous les Etats membres se sont unanimement mis d'accord au sujet des Etats-Unis d'Afrique".

## 2.4 - La coopération sous-régionale

### A - Le Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) (le marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe).

Le COMESA représente une population de plus de 400 millions d'habitants et un produit intérieur brut combiné s'élevant à 300 millions de dollars US. En vue d'atteindre une plus grande convergence macro-



économique, permettant ainsi une intégration régionale plus poussée, l'organisation a défini un certain nombre de critères à respecter, tels qu'un déficit budgétaire ne dépassant pas les 5% du PIB, un taux d'inflation inférieur à 5% ou le non financement à terme du déficit budgétaire de l'Etat par les Banques Centrales.

Le 11ème sommet de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement du COMESA qui s'est tenu à Djibouti, les 15 et 16 novembre 2006, s'est consacré à l'établissement d'une union douanière et aux conflits qui affectent le développement de la région.

Sur le plan de l'Union douanière, l'Union des Comores et la Libye ont adhéré à la Zone de libre-échange du COMESA, et le Tarif extérieur commun (TEC) du COMESA devra être mis au point avant le prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement, en vue de la mise en place de l'Union douanière en 2008.

Sur le plan des conflits, des progrès ont été accomplis par la région en matière de renforcement de la paix et de la sécurité, de bonne gouvernance et de démocratie, malgré les conflits du Darfour et de la Somalie.

S'agissant des affaires monétaires et financières, un Protocole relatif au Fonds COMESA est entré en vigueur le 14 novembre 2006 tandis que le Comité des gouverneurs des banques centrales a décidé de créer un Institut monétaire du COMESA chargé d'entreprendre les diverses activités préparatoires à la création de l'Union monétaire du COMESA.

### **B - La Commission de l'Océan Indien (COI)**

La COI est une organisation intergouvernementale réunissant les îles de l'Océan Indien (Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles), qui a pour but de promouvoir le co-développement durable des îles du Sud Ouest de l'océan Indien. Elle développe des actions relatives à l'insertion de la région dans l'économie mondiale, à la préservation de l'environnement, notamment marin et côtier, et des ressources animales et végétales, à la protection des populations (sécurité civile, droits de l'enfant, lutte contre le VIH/Sida), enfin à la coopération culturelle, universitaire et de recherche. Pour financer les projets de développement qu'elle met en œuvre, la COI s'adresse à plusieurs partenaires, dont l'Union européenne qui, conformément aux orientations de l'Accord de Cotonou, finance ou s'apprête à financer, au travers du Fonds Européen de Développement (FED), 8 projets pour un montant global de 54 millions d'euros.

Ces dernières années, la coopération politique, diplomatique et de sécurité s'est renforcée à différents niveaux. Une mission d'observation des élections à la Présidence de l'Union des Comores en avril 2006, a été déployée en étroite coordination avec la mission d'observation civile de l'Union Africaine. Une mission de la COI a également participé à l'observation des élections présidentielles à Madagascar en décembre 2006.

La COI a sollicité le statut d'observateur auprès des Nations Unies, ce qui lui permettra de mieux défendre les intérêts de la région par l'adoption de positions communes dans les grandes réunions internationales.

Une convention sur la sécurité régionale, afin de lutter contre l'internationalisation de la criminalité, du terrorisme et des grands trafics, a été signée à Antananarivo, le 17 mars 2006. Elle prévoit des échanges réguliers d'information entre Etats membres ainsi que la tenue d'une réunion annuelle des responsables nationaux de la sécurité.

## **2.5 - Les institutions financières internationales**

Le volume des engagements du FMI envers les pays de la zone franc s'est élevé à 177 millions de DTS (environ 102 milliards FC) contre 187 millions DTS (110 milliards FC) en 2005, après 515 millions de DTS (307 milliards FC) en 2004. Les décaissements se sont élevés à 55 millions de DTS (environ 32 milliards FC) contre 34,6 millions de DTS (environ 21 milliards FC) en 2005. Ces tirages représentent 27% des verse-

ments du FMI en Afrique subsaharienne, après 16% en 2005.

Au 31 décembre 2006, sur 40 pays éligibles à l'initiative PPTE, 30 avaient atteint le point de décision, dont 21 le point d'achèvement. En revanche, sur les 13 pays de la zone franc éligibles à l'initiative PPTE renforcée, 9 ont désormais atteint le point de décision, et 6 ont atteint le point d'achèvement.

Après un repli de 48% enregistré en 2005, les engagements de la Banque mondiale dans la Zone Franc ont doublé en 2006, s'élevant à 856 millions de dollars US, dépassant le record de 795 millions de dollars US enregistré en 2004. La part de la zone franc dans les engagements de la Banque en Afrique subsaharienne est donc passée de 15% en 2005 à 22% en 2006.

<b>Interventions de la Banque Mondiale dans les pays de la Zone Franc (en millions de dollars E.U.)</b>						
	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
<b>Engagements</b>	<b>703,0</b>	<b>663,8</b>	<b>571,1</b>	<b>794,7</b>	<b>412</b>	<b>856,2</b>
Dont Aides-Projets	411,5	373,3	397,8	654,7	257	522,7
Dont Aides-Budgétaires	291,5	290,5	173,3	140	155	333,5
<b>Décaissements</b>	<b>516,2</b>	<b>691,1</b>	<b>737,7</b>	<b>835</b>	<b>728</b>	<b>432</b>

Source : Comité monétaire de la Zone Franc

L'aide budgétaire représente 39% des crédits accordés aux pays de la zone franc. Les versements bruts en faveur des pays de la zone enregistrent une forte baisse, passant de 728 millions de dollars US en 2005 à 432 millions de dollars US en 2006. Pour les Comores, ces versements se sont élevés à 2 millions de dollars US l'année sous revue (pour des engagements de 5 millions de dollars US) contre 3 millions de dollars US en 2005.

Au niveau de la Banque Africaine de Développement (BAD), les opérations totales pour 2006 se sont élevées à 3,3 milliards de dollars US, dont 1,8 milliard au titre du Fonds africain de développement. Le fait marquant aura été l'approbation par les Conseils d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement le 19 avril 2006, de l'annulation de la dette de 33 pays au titre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), pour un montant total de 8,54 milliards de dollars US.

Concernant les Comores, le programme de référence avec le FMI mis en place en 2005 pour accéder à un programme FRPC courant 2006 a été prolongé et est poursuivi. L'exécution satisfaisante, pendant une période de six mois au minimum du programme triennal appuyé par la FRPC, permettrait aux Comores d'atteindre le point de décision, et de bénéficier par la suite de l'initiative PPTE.

# Chapitre II

## LA SITUATION INTERIEURE

En 2006, le taux de croissance réel du PIB a atteint 2,4%, en recul par rapport au taux de 2,8% observé en 2005. Ce ralentissement de l'activité est expliqué par les contreperformances des finances publiques et par la poursuite de l'effondrement des cours mondiaux des produits de rente, notamment la vanille. L'activité a été essentiellement soutenue par le dynamisme du secteur des BTP et par la reprise de la production vivrière.

Répartition du PIB par branche d'activité				(en millions F)
Branches	2004	2005	2006*	Contri. PIB(%)
Agriculture, pêche, forêts	59 933	61 833	64 827	40,7
Industrie manufacturière	6 106	6 125	6 712	4,2
Electricité, gaz, eau	2 262	2 408	2 486	1,6
Bâtiments et travaux publics	8 862	9 243	9 741	6,1
Commerce, hôtels, restaurants	37 317	38 120	41 016	25,7
Banques, Assurances, A.I et SRE	6 559	6 897	7 209	4,5
Transport et télécommunication	7 522	7 652	8 268	5,2
Administration publique.	20 297	21 253	22 309	14
Autres services	783	853	860	0,5
Production bancaire imputée (moins)	(3 788)	(3 908)	(4 164)	(2,6)
<b>Produit Intérieur Brut(*)</b>	<b>145 852</b>	<b>150 476</b>	<b>159 264</b>	<b>100</b>

Source : Commissariat Général au Plan, Direction de la Statistique

\* Chiffres provisoires

En 2006, le secteur des BTP, financé essentiellement par la diaspora, a enregistré une croissance de 5,4%, influençant l'accroissement des quantités importées de matériaux de construction et de ciment. L'agriculture, premier secteur contributeur du PIB (40,7%) a également participé à la croissance du PIB (+4,8%), grâce notamment à la production vivrière (+4,3%).

Cette croissance économique s'est déroulée dans un contexte de maîtrise du niveau général des prix, avec un taux d'inflation contenu à 3,4% après 3,2% en 2005. Après un 1er semestre traditionnellement moins inflationniste, la hausse générale des prix s'est manifestée au cours du 2nd semestre, période de forte consommation, atteignant une moyenne de 4,2%.

Les principales hausses ont été observées dans les rubriques " logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ", " ameublement, équipements ménagers ", " enseignement " et " autres biens et services ", enregistrant une augmentation de leurs indices, de 4,7%, 14,3%, 12,6% et 36,2% respectivement.

Indice des prix à la consommation	Année de base 1999				
	2002	2003	2004	2005	2006*
Indice général	115,8	120,1	125,5	129,3	133,7
Taux d'inflation annuel (en %)	3,3	3,7	4,5	3,2	3,4

Sources: Direction de la Statistique,  
\* Chiffres provisoires

## Section I - La production du secteur primaire

Après avoir surmonté les maladies qui ont à la fois frappé les plantations et l'élevage, le secteur primaire, qui emploie l'essentiel de la population active, a enregistré une progression de 4,2% de sa production par rapport à 2005. Ce secteur constitue l'essentiel des recettes d'exportation du pays, grâce aux produits de rente.

### 1.1 - Les produits de rente

La filière vanille traverse une mauvaise conjoncture, sa production ayant diminué de 54% entre 2003 et 2006, en liaison avec la chute des cours mondiaux de ce produit. Cette filière représentait jusqu'en 2004 la principale source de recettes d'exportation du pays.

La production de la vanille s'est élevée à 51 tonnes de vanille préparée contre 65 tonnes en 2005, après avoir atteint 140 tonnes en 2002, période où la conjoncture mondiale était favorable. Au 31 décembre 2006, le stock d'inventus des campagnes précédentes a été estimé à 23 tonnes.

La campagne de 2006 a débuté au mois de juillet avec une structure de prix unique quelque soit la qualité (vanille noire non fendue de première qualité ou vanille industrielle), contrairement aux pratiques des années précédentes, où les prix étaient indicatifs et différenciés en fonction de la qualité. Ainsi, le prix de vente de la vanille verte a été fixé à 1 050 FC le kilogramme, celui la vanille préparée à 6 148 FC le kilogramme et le prix à l'exportation à 8 147 FC.

Le girofle, première production de rente en termes de quantités, continue de bénéficier de cours mondiaux favorables tandis que la production d'ylang-ylang a enregistré une légère baisse par rapport à 2005.

Pour l'année 2006, la production de girofle, initialement estimée à 3.500 tonnes, est évaluée à 2 500 tonnes, en hausse de 67% par rapport à 2005. Anjouan réalise plus de 70% de cette production, suivi de Mohéli, qui enregistre une hausse de sa production. La politique de relance des plantations à Ngazidja n'a pas encore donné de résultats significatifs.



La campagne de récolte a débuté à la mi-août, à un prix d'achat au producteur oscillant entre 925 FC et 1 250 FC le kilogramme contre une fourchette de 750-1 100 FC en 2005. A fin décembre 2006, environ 1.800 tonnes ont été exportées à 3.000 euros la tonne en moyenne. Cependant, cette embellie des prix sur les marchés extérieurs observée depuis 2005, s'est estompée en fin d'année, du fait de l'augmentation de la production des pays concurrents.

Les Comores occupent la première place dans la production d'ylang-ylang avec 45 tonnes contre 50 tonnes en 2005, après 35 tonnes en 2004. Le produit subit, au niveau local, une transformation industrielle primaire qui permet d'extraire cinq qualités d'essences de base, destinés à la composition de nombreux parfums, à titre fixatif.

Le prix au producteur a débuté à 200 FC le kilogramme pour atteindre les 300 FC au mois de novembre 2006, tandis que les prix à l'exportation variaient autour de 800 FC le degré, suivant la qualité de l'essence.

La baisse de la production, qui s'est établie à une moyenne de 50 tonnes ces dernières années contre une moyenne de 100 tonnes dans les années 1980, s'explique essentiellement par la croissance démographique qui réduit les surfaces cultivables, notamment à Anjouan.

Production de rente (en tonnes)					
	2002	2003	2004	2005	2006*
<b>Vanille (préparée)</b>	140	110	60	65	51
<b>Girofle</b>	2 869	3 013	3 200	1 500	2 500
<b>Ylang-ylang</b>	40	40	35	50	45
<b>Total</b>	3 049	3 163	3 295	1 615	3 596

Source : Brigade vanille, Maison des épices, ajustement BCC.\* Chiffres provisoires

## 1.2 - La production alimentaire

Le secteur de l'agriculture, mobilise près de 80% de la population active et représente 40% du PIB.

### 1.2.1 - Les cultures vivrières

La production de bananes, après avoir bénéficié de l'appui technique du projet DECVAS, est en partie assurée par des agriculteurs réunis en coopérative autour du Syndicat national des agriculteurs comoriens (SNAC). Ce syndicat regroupe sept associations de profession agricole pour un total de 1.600 agriculteurs membres et bénéficie de fonds des institutions de microfinance, conventionnés par des bailleurs étrangers, en vue d'améliorer et de professionnaliser la filière. La production a atteint 63 mille tonnes en 2006, en hausse de 4% par rapport à 2005.

La production de noix de coco est repartie timidement à la hausse après la fin de la maladie des " aleurodes " qui a frappé pendant cinq ans des cocotiers de la Grande-Comore, essentiellement.

Une étude menée en 2004 a montré que 49% des



Banane verte

## Estimation des principales productions vivrières (en tonnes sauf précision)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Riz (paddy)	2.945	2.934	2.924	2.914	2.904	2.893
Maïs	3.812	3.835	3.859	3.882	3.906	3.929
Tubercules	68.447	69.447	77.283	76.734	78.442	80.189
. manioc	54.128	54.876	55.624	55.000	56.265	57.559
. taro	8.982	9.137	9.293	9.451	9.612	9.775
. autres	5.337	5.434	12.366	12.283	12.565	12.855
Légumineuses						
. ambrevades	8.374	8.535	8.695	8.859	9.026	9.196
. ambériques	410	321	328	334	341	347
. arachides	270	851	863	874	886	898
Bananes	60.003	60.891	61.779	59.000	61.036	63.782
Noix de coco (1.000u.)	75.451	76.821	52.127	39.793	40.503	40.700
Légumes						
.tomates	620	502	513	524	536	547
.pommes de terre	900	352	360	369	378	387
.autres légumes	5.690	1.312	1.339	1.367	1.396	1.425
Fruits divers	3.550	3.409	3.465	3.521	3.578	3.636
Viandes*						
. volailles	97	130	182	169	208	187
. bovins	1.660	2.226	1.700	2.055	2.008	2.400
. ovins / caprins	348	380	450	551	392	458
Poissons	14.000	15.387	15.965	16.000	17.200	17.000
Lait	4.002	4.331	4.002	4.208	3.997	4.197
Œufs	270	320	520	935	1.135	1.341

Source : Ministère de la Production,

\* chiffres révisés par ACTIV (estimations)

producteurs font de la culture de banane, 18% la culture de manioc et 17% de la récolte de noix.

Cette même étude a fait ressortir la spécificité de chaque île. Mohéli est le premier producteur de banane et de coco, tandis qu'Anjouan privilégie la production d'igname, de taro et de l'oignon et que Ngazidja produit beaucoup plus de manioc, de patate douce et de pommes de terre.

Ce secteur est toutefois confronté à la concurrence des importations provenant de l'Afrique de l'Est (Tanzanie en particulier) et aux changements des habitudes alimentaires de la population urbaine qui s'orientent de plus en plus vers les produits importés.

### 1.2.2 - L'élevage

Après avoir surmonté les effets négatifs de la maladie bovine, le secteur de l'élevage affiche un cheptel bovin évalué à plus de 63.000 têtes, en hausse de 5% par rapport à 2005, expliquant l'augmentation du même ordre des quantités de lait produite pendant la période.

Cependant, la filière bovine est dominée de plus en plus par les importations de zébus en provenance des pays de la sous-région. Ainsi, la part des importations dans la production bovine est passée de 34% en 2005 à 42% en 2006.

Sur la base des estimations fournies par ACTIV (Association Comorienne des Techniciens et Infirmiers Vétérinaires), la production de volailles est en baisse de 10% avec 187 tonnes de viande tandis que les quantités d'ovins/caprin ont augmenté de 17% pour atteindre 458 tonnes de viande, confortant la tendance haussière de la filière observée ces dernières années.

### 1.2.3 - La pêche

La pêche emploie plus de 8.500 personnes auxquelles il faut ajouter 24.000 vendeurs, soit un total de 32.000 ménages, représentant près de 6% de la population active, qui dépendent directement ou indirectement du secteur.

En dépit des efforts de modernisation opérés dans le secteur, caractérisés par l'accroissement des embarcations, de 4.000 unités en 2005 à 5.000 unités en 2006, dont 30% motorisés contre 22% en 2005, les quantités capturées sont restées stables par rapport à 2005 avec près de 17.000 tonnes de poissons. Cette stagnation, malgré des potentialités en ressources estimées à plus de 33.000 tonnes par an, s'explique d'une part par les techniques de pêche qui restent artisanales (les pirogues représentent 70% des embarcations) et d'autre part, par le prix de vente, jugé trop élevé, impactant négativement sur la demande intérieure, orientée vers les viandes importées moins chères.



Pêcheur à Itsandra

Avec un prix de vente évoluant sur une moyenne de 1000 FC le kilogramme de poisson, le secteur génère un chiffre d'affaires évalué à 17 milliards FC, représentant près de 10% du PIB. Pour améliorer la rentabilité de l'activité, la Direction Nationale des ressources Halieutiques (DNRH) a mis en place un programme de réhabilitation des 13 sites de conservation, installés depuis 1994 et gérés par les coopératives de pêche qu'elle a créées, et installé des poissonnières (chambres froides avec des points de vente) à Mohéli et en Grande-Comore.

Dans le cadre du projet de la Commission de l'Océan Indien (COI), appuyé par l'Union européenne, qui a créé en 2003 un système de sécurité et de communication en mer pour la sous-région, le pays s'est doté d'un Centre national de contrôle et de surveillance de pêche qui devra être opérationnel à partir du second semestre 2007. Le système permettra notamment de suivre par satellite les mouvements des embarcations équipées de balise, de surveiller le respect des accords de pêche signés avec l'Union européenne et de lutter contre la pêche illégale dans les eaux comoriennes.

## Section II - L'industrie, l'artisanat et les travaux publics

### 2.1 - L'industrie et l'artisanat

Le secteur industriel national est limité à de petites et moyennes entreprises, dont l'activité repose essentiellement sur la transformation primaire des produits agricoles de rente. A ceux-là, s'ajoutent deux entreprises publiques qui réalisent des activités à caractère industriel.

La société nationale de distribution d'eau et de production d'électricité " MA-MWE " a réalisé au cours de l'année 2006 des dépenses évaluées à près de 250 millions FC dans le domaine de l'électricité. Le financement, dont près de 80% de dons, a permis notamment la révision des groupes, la distribution de 313 poteaux supplémentaires, l'électrification d'une région à Mohéli et l'achat d'un camion-grue. Pour la société autonome d'Anjouan, " EDA ", les dépenses en investissement ont servi entre autres à la réhabilitation du réseau de Mutsamudu et à l'électrification du Col de Bazimini

Sur l'ensemble du territoire, la production d'électricité a progressé de 6,5% par rapport à 2005, pendant que le nombre d'abonnés est passé de 30.487 à 34.966, soit une hausse de 14%.



Port de Moroni  
chargement de conteneur

En Grande-Comore, la production d'eau n'a pas varié en raison de la vétusté des équipements, malgré les travaux de réhabilitation d'une partie du réseau, notamment la réfection du rond point Ntsoudjini-Batsa, l'extension Batsa-Vanamboini et un investissement de 15 km de tuyaux financé à hauteur de 94 millions FC par un projet de développement communautaire.

La *Pharmacie Nationale Autonome des Comores (PNAC)* est un établissement public autonome à but non lucratif, produisant des médicaments génériques à bas prix, fabriqués sur la base de matières premières importées.



**fabrication de médicament PNAC**

En 2006, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 600 millions FC. La production locale, qui représente 20% des ventes, n'a rapporté que 112 millions FC cette année contre 123 millions FC en 2005, en raison du

Production d'électricité et d'eau						
Electricité	Nombre d'abonnés			Production (GWH)		
	2004	2005	2006	2004	2005	2006
Grande-Comore	19.242	20.634	23.575	35	38	40
Anjouan*	6.941	8.376	9.873	8,12	8,6	9,7
Mohéli	1.345	1.477	1.518	1,08	0,908	0,943
<b>Total</b>	<b>27.528</b>	<b>30.487</b>	<b>34.966</b>	<b>44,2</b>	<b>47,5</b>	<b>50,6</b>
Eau	Nombre d'abonnés			Production (GWH)		
	2004	2005	2006	2004	2005	2006
Grande-Comore**	4.565	5.744	6.000	3,1	3,7	3,8

Source : MA-MWE \* :Source EDA (Electricité d'Anjouan)  
 \*\* : La seule île possédant un réseau de distribution d'eau potable.

retrait de certains médicaments à la consommation, ne répondant plus aux normes sanitaires en vigueur, suite à une recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

En phase de restructuration, l'établissement, qui dispose d'un centre de production, de trois dépôts régionaux et de sept points de vente, et emploie 87 agents (107 en 2005), projette de se réorganiser en central d'achat qui consistera à distribuer ses produits en fonction des besoins estimés des centres sanitaires et hospitaliers. Elle prévoit de renforcer les capacités de ses laboratoires par une politique de formation de ses agents et par l'amélioration de la logistique (agrandissement de l'espace de production et de stockage), tout en garantissant la qualité des médicaments.

## 2.2 - Les travaux publics

Les travaux publics sont structurés autour de la Direction Nationale des Travaux Publics, de l'Eau et de l'Energie (DNTPEE), créée en 2003.

Cependant, l'essentiel des activités au niveau national sont ordonnées par le Fonds d'Appui au Développement Communautaire (FADC), un projet financé par la Banque Mondiale, les entreprises privées nationales souscrivant aux appels d'offre pour des travaux de construction de routes, d'écoles ou d'adduction d'eau sur l'ensemble du territoire national.



## Ce projet est entré dans sa troisième phase depuis octobre 2004 et comprend cinq composantes :

- les " infrastructures de base communautaires " (IDB) visent à la réhabilitation et à la construction de pistes rurales, d'écoles, de citernes....etc dans des communes défavorisées, préalablement sélectionnées ;
- le " renforcement des capacités communautaires " (RCC), composante en charge du renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des collectivités de base, notamment en matière de mise en œuvre de politique de développement ;
- les " services de santé " prévoient la prise en charge de personnel médical en formation à l'étranger et la mise en place d'un programme de renforcement et de maintenance d'équipements médicaux dans diverses structures sanitaires ;
- l' " adduction d'eau en milieu urbain ", a pour objectif d'améliorer la qualité et la quantité d'eau potable dans les centres urbains, notamment à Anjouan et à Mohéli, tout en pérennisant leurs ouvrages ;
- le " suivi-évaluation et gestion du projet " est destiné à mettre en place un nouveau système qui implique à la fois les techniciens et les responsables du FADC, les organismes partenaires (ONG, médias) et les communautés bénéficiaires dans une démarche participative.

Sur un budget prévisionnel 2006 de 1,5 milliard FC, les décaissements effectifs en faveur des cinq composantes se sont élevés à 1,4 milliard FC, soit 92% des capacités de tirage contre 88% en 2005, répartis comme suit :

- 531 millions FC pour les IDB ;
- 151 millions FC en RCC ;
- 104 millions FC pour les activités de santé ;
- 290 millions FC en adduction d'eau urbaine ;
- 275 millions FC en gestion du projet et suivi-évaluation ;
- 4,6 millions FC pour le Cadre de mise en œuvre du projet.

Au cours de l'exercice 2006, 28 appels d'offre ont été lancés pour les besoins en IDB et 27 Communautés ont bénéficié de plans de développement local (PDL) dans le cadre du RCC.

## Section III - Les services

### 3.1 - Le tourisme

Le tourisme demeure un secteur encore sous exploité par rapport aux potentialités naturelles que



présente le pays. L'année 2006 a été marquée par les initiatives prises par des investisseurs étrangers de construire un village touristique au nord de la Grande-Comore. La réalisation de ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement du secteur du tourisme définie dans le cadre du Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Au cours de l'année, l'offre de services touristiques était essentiellement dominée par un seul opérateur qui contrôlait trois des quatre grands hôtels du pays (" L'hôtel Galawa ", qui représente à lui seul plus de la moitié des capacités d'accueil nationales, n'étant pas opérationnel), avec un taux d'occupation des chambres de 50%. Près de 40% des clients étaient constitués des missions d'institutions politiques et financières venues dans le pays en 2006.

En 2006, le flux des arrivées sur le territoire national est passé de 25.860 visiteurs en 2005 à 28.515 en 2006. Les " visites familiales " représentent toujours l'essentiel des arrivées avec 16.198 entrées, en hausse de 10% par rapport à 2005. Le poste " autres " a progressé de 38% en relation avec l'arrivée en 2006 de la mission de sécurisation des élections présidentielles, composée de plus de 500 hommes.

Ventilation du nombre d'arrivées selon le motif					
Motivations	2002	2003	2004	2005	2006
Tourisme de loisir	3.508	3.909	4.104	4.655	5.120
Affaires économiques	4.264	4.114	4.320	4.913	5.404
Visites familiales	9.472	11.315	13.578	14.999	16.198
Autres (y compris transit)	1.458	1.234	1.296	1.293	1.793
<b>Total</b>	<b>18.702</b>	<b>20.572</b>	<b>23.298</b>	<b>25.860</b>	<b>28.515</b>

Source : Direction Nationale du Tourisme, ajustements BCC.  
\* : chiffres provisoires.

### 3.2 - Les Télécommunications

La Société Nationale des Télécommunications, " Comores Télécom ", a poursuivi tout au long de l'année 2006 sa politique de développement et d'investissement engagée depuis ces cinq dernières années.

Le fait marquant a été la mise en place d'un réseau " CDMA " qui permet à la fois de couvrir les régions jusque là non desservies par le réseau fixe classique et d'offrir un service Internet à débit plus élevé (153,6 kb/seconde contre 56 auparavant). Le réseau mobile a pour sa part enregistré une croissance record de ses clients, qui passent de 15.000 à 30.000 abonnés. Des investissements ont été réalisés en vue d'améliorer la qualité et le champ de couverture des communications mobiles.

Le parc des publiphones a augmenté de 289 unités, portant à 690 le nombre d'unités sur l'ensemble du territoire. Dans cette lignée, le nombre de circuits internationaux est passé de 360 en 2005 à 480 en 2006 et la bande passante Internet de 2 Mo à 4 Mo, au cours de la même période.



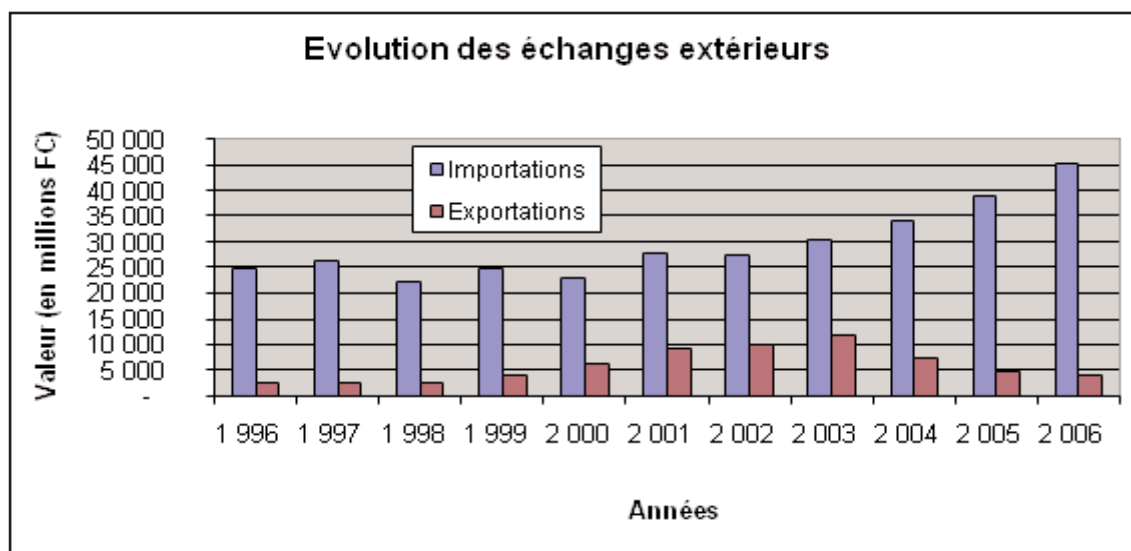
# Chapitre III

## LES ECHANGES EXTERIEURS

### Section I - Le commerce extérieur

Selon les données provisoires fournies par la Direction des douanes, le déficit commercial atteindrait un chiffre record de 41,3 milliards FC en 2006 contre plus de 34,3 milliards FC en 2005. Cette dégradation de la balance commerciale est essentiellement imputable à une hausse des importations, accompagnée d'une baisse de la valeur des exportations.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est détérioré considérablement, passant de 12,2% en 2005 à 8,6% en 2006, après 21,8% en 2004.



#### 1.1 - Les Exportations

La valeur des exportations a baissé de 18%, pour s'établir à 3,9 milliards FC en 2006 contre 4,8 milliards FC en 2005.

Le secteur de la vanille a été confronté cette année encore à l'effondrement des prix et à la baisse de la demande extérieure. La valeur des exportations de la vanille a diminué de moitié, revenant de 1,3 milliard FC en 2005 à 502 millions FC en 2006, en liaison avec la baisse de plus de 40% du prix à l'exportation et au recul de 35% du volume exporté.

Les exportations d'ylang-ylang ont aussi enregistré une baisse, en volume et en valeur, atteignant respectivement 31 tonnes en 2006 contre 40 tonnes en 2005 et 641 millions FC contre 1 milliard FC.

En revanche, profitant d'une embellie des prix sur les marchés extérieurs qui a prévalu une bonne partie de l'année 2006, le marché du girofle a enregistré une hausse de 19% des quantités exportées, rapportant 2,6 milliards FC contre 2,1 milliards FC en 2005 et représentant 66% de la valeur des exportations en 2006.

La part des autres essences (patchoulis, rose, basilic, fleurs d'oranger...) dans le total des exporta-

### Evolution des exportations des Comores années 2004 à 2006

Produits	Quantités (tonnes)			Valeurs (millions FC)			Var (val) 06/05 en %
	2004	2005	2006	2004	2005	2006	
Vanille	38	78	51	3 407	1 343	502	- 63
Girofle	2 880	1500	1786	2 883	2 059	2 636	+ 28
Ylang-ylang	33	40	31	825	1 000	641	- 36
Autres essences	0,3	0,3	0,1	87	87	54	- 38
Autres produits	98	170	687	180	268	60	- 78
	<b>3 049</b>	<b>1 788</b>	<b>2 555</b>	<b>7 382</b>	<b>4 757</b>	<b>3 893</b>	<b>-18</b>

Source : Direction Générale des Douanes

\*Chiffres provisoires, estimations BCC

tions demeure faible, en liaison avec le faible volume de production.

## 1.2 - Les Importations

La tendance à la hausse observée en 2005 s'est confirmée en 2006. La valeur des importations a progressé de 16% en 2006, en liaison avec le renchérissement des produits pétroliers, la hausse des importations de ciment et des autres matériaux de construction.

L'augmentation des quantités commandées de ciment s'explique par la réception d'une livraison exceptionnelle de 22.500 tonnes en février. Cette hausse, combinée à la forte croissance, aussi bien en valeur qu'en volume des autres matériaux de construction (fer, fonte et acier), reflète l'activité soutenue dans le secteur du BTP.

Le recul du volume des importations de riz s'explique par la livraison en janvier 2007 d'une commande prévue au cours du dernier trimestre de l'année 2006. En valeur, une baisse de 10% a été observée, en relation avec le recul des importations de riz ordinaire.

### Evolution des importations des Comores années 2004 à 2006

Produits	Quantités (tonnes)			Valeurs (millions FC)			Var (val) 06/05 en %
	2004	2005	2006*	2004	2005*	2006*	
Riz	40 620	33 499	32 937	4 777	4 504	4 037	-10
Viande, poisson	4 399	5 132	4 995	3 018	3 778	3 044	-19
Farine	5 447	4 757	5 475	979	962	891	-7
Sucre	4 263	4 963	5 537	700	904	1 361	+51
Produits laitiers	1 214	1 329	1 958	800	837	1 154	+38
Produits pharmac.	145	149	197	735	652	700	+7
Tissus confection	711	564	1 162	342	424	703	+66
Produits pétroliers	49 016	47 042	55 132	7 085	8 395	9 888	+18
Ciment	48 006	55 868	66 823	1 735	2 686	3 129	+16
Véhicules	2 773	2 176	2 169	3 911	2 245	2 944	+31
Fer, fonte, acier	5 190	3 294	6 673	1 345	1 032	2 763	+168
Autres produits	12 625	15 948	20 697	8 490	12 622	14 575	+15
	<b>174 409</b>	<b>174 721</b>	<b>202 952</b>	<b>33 917</b>	<b>39 041</b>	<b>45 189</b>	<b>+16</b>

Source : Direction Générale des Douanes

\*Chiffres provisoires, estimations BCC

La tendance observée l'année dernière sur les approvisionnements de produits pétroliers s'est confirmée cette année. En dépit du contexte d'envolée des cours sur les marchés internationaux, les quantités importées ont augmenté de 17% représentant une valeur totale de 9,9 milliards FC contre 8,4 milliards FC en 2005, soit une hausse de 18%.

Les autres catégories de produits ont enregistré une forte hausse, notamment les importations de sucre, des produits laitiers et des véhicules et pièces détachées. La mise en place d'une taxation forfaitaire des containers a contribué à l'augmentation du poste " autres produits ".

### 1.3 - L'évolution géographique des échanges

Près de 64% des exportations des Comores sont destinées à l'Europe, constituées essentiellement des essences d'ylang-ylang qui entrent dans la composition de nombreux parfums. Les exportations à destination des Etats-Unis, principal acheteur de la vanille comorienne, voient leur part s'effondrer, en liaison avec la baisse de la valeur de ce produit. En revanche, les exportations à destination des autres régions du monde ont enregistré une forte hausse, représentant 28% du total des exportations.

Au niveau des importations, la mutation observée ces dernières années s'est confirmée en 2006. L'Europe, longtemps premier partenaire, voit sa part diminuer progressivement, passant de 45% à 22% entre 1997 et 2006, au profit du Moyen-Orient (notamment les Emirats Arabes Unis), dont la part est passée de 8% à 31%, au cours de la période. Cette mutation s'explique essentiellement par l'attractivité des Emirats Arabes Unis, qui présentent un avantage comparatif en termes de coûts de fret et de délais de livraison. En revanche, malgré les efforts déployés par la Commission de l'Océan Indien et le COMESA pour développer l'intégration régionale, le commerce entre les pays de la région de l'Océan Indien est restée quasi-stable, passant de 6% à 7%, tandis que celui avec les pays de l'Afrique de l'Est a baissé, revenant de 18% à 10%.

## Section II - La balance des paiements

En 2006, les chiffres provisoires de la balance des paiements affichent une amélioration du déficit du compte des transactions courantes, représentant 5,2% du Pib en 2006 contre 6,4% en 2005. Cette amélioration a résulté essentiellement de la hausse de plus de 22% des transferts courants, en dépit de la détérioration du solde négatif des services.

Les comptes de capitaux ont enregistré une baisse de 12%, en liaison avec le recul des crédits commerciaux accordés et l'augmentation des crédits commerciaux reçus, d'une part, et d'autre part, avec l'augmentation des avoirs extérieurs des banques.

En revanche, l'augmentation des mouvements débiteurs, amplifiée par la hausse de la valeur des importations, s'est traduite par une baisse des avoirs extérieurs de la banque centrale, revenant de 35,9 milliards FC en décembre 2005 à 35,1 milliards FC en décembre 2006.

### 2.1 - Le compte des transactions courantes

#### 2.1.1 Biens

Les échanges de biens se subdivisent en cinq postes, les Marchandises générales, les Biens importés ou exportés pour transformation, les Réparations de biens, les Achats de biens dans les ports par les transporteurs et l'Or non monétaire.

Les échanges de marchandises, en données douanières Fob, ont présenté un déficit de 34,5 milliards FC en 2006, en hausse de 11,5% par rapport à celui atteint en 2005.

Les exportations de biens ont à nouveau reculé, revenant de 5,7 milliards FC en 2005 à 5 milliards FC en 2006, soit une baisse de 11,7%, contribuant à la détérioration du déficit commercial. Cette baisse de la

valeur des exportations s'explique essentiellement par la chute des prix de la vanille et de l'ylang-ylang et par la baisse de la demande extérieure de ces deux produits.

La valeur Fob des importations a augmenté de 7,9%, passant de 36,6 milliards FC en 2005 à 39,5 milliards FC en 2006, en relation avec la hausse des importations de produits pétroliers et des matériaux de construction.

### 2.1.2 - Services

Les échanges de services regroupent les Transports, les Voyages, les services de communication, les Services de construction, les Services d'assurance, les Services financiers (autres qu'assurances), les Services informatiques et d'information, les Redevances et droits de licence, les Autres services aux entreprises, les Services personnels, culturels et récréatifs, et les Services fournis ou reçus par les administrations publiques.

Concernant les services, la tendance à l'amélioration observée ces trois dernières années s'est inversée en 2006. En effet, la hausse de la valeur des importations a entraîné une augmentation du coût du transport maritime, non compensée par la consolidation des excédents enregistrés aux postes " Voyages " et " Services de communication ".

### 2.1.3 - Revenus

Les revenus se subdivisent en deux postes, les Rémunérations des salaires et les Revenus des investissements.

L'amélioration progressive du déficit des revenus enregistrée ces dernières années, s'est traduite par un solde excédentaire de ce poste en 2006, en liaison avec la hausse des revenus tirés sur les placements extérieurs, tandis que les revenus reversés aux investisseurs étrangers et les intérêts réglés au titre de la dette extérieure ont été plus faibles que l'année précédente.

#### 2.1.4 - Transferts courants

En 2006, le solde créditeur des transferts privés a représenté plus de 18% du PIB contre 15,2% en 2005. Constituant le premier poste de ressources du compte des transactions courantes, les transferts courants ont augmenté en 2006, en liaison avec la hausse de près de 12% des achats de devises par le système bancaire et de près de 17% des transferts transitant par le secteur formel.

## 2.2 - Le compte de capital et d'opérations financières

### 2.2.1 - Compte de Capital

Le compte de capital se subdivise en Transferts de capital et en Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.

Le compte de capital a présenté un solde positif de 7,2 milliards FC, en hausse de 23,4% par rapport à l'année 2005, en relation avec l'augmentation des financements extérieurs des projets de développement.

### 2.2.2 - Compte des opérations financières

Le compte financier regroupe les Investissements directs, les Investissements de portefeuille, les Produits financiers dérivés, les Autres investissements et les Avoirs de réserve.

Le solde créditeur du compte financier s'est établi à 532 millions FC, en baisse de 82% par rapport à l'année précédente. Cette situation est expliquée par des évolutions diverses entre les différents postes du compte. Les investissements directs et les investissements de portefeuille restent stables. Le solde net des autres investissements s'est fortement contracté, passant d'un solde positif de 1,1 milliard FC à un solde négatif de 519 millions FC entre 2005 et 2006, en liaison avec l'augmentation des avoirs, tirée par l'amélioration de la position extérieure des banques, malgré l'accroissement des engagements influencés par les cré-

dits commerciaux reçus.

Les avoirs extérieurs de la banque centrale ont diminué de 834 millions FC en 2006, après des baisses de 1,6 milliard FC en 2005 et de 277 millions FC en 2004. En effet, le compte d'opérations de la banque a enregistré d'importants mouvements débiteurs, notamment dans la cadre du règlement des importations et de la dette extérieure.

<b>BALANCE DES PAIEMENTS DES COMORES</b>		<b>(en millions FC)</b>			
	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006*</b>	
<b>Compte des transactions courantes</b>	-8 020	-7 536	-9 675	-8 216	
<b>Biens</b>	-15 193	-22 729	-30 927	-34 484	
Crédit	13 082	8 243	5 691	5 025	
Débit	-28 275	-30 972	-36 618	-39 509	
<b>Services</b>	-2 760	-2 059	-1 224	-2 777	
Crédit	13 079	14 321	16 886	18 265	
Débit	-15 839	-16 380	-18 110	-21 042	
<b>Revenus</b>	-1 282	-855	-427	163	
Crédit	1 780	1 115	966	1 321	
Débit	-3 062	-1 970	-1 393	-1 158	
<b>Transferts courants</b>	11 215	18 107	22 903	28 885	
Crédit	15 592	24 655	31 185	37 254	
Débit	-4 377	-6 548	-8 282	-8 369	
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	7 890	7 111	8 837	7 772	
<b>Compte de Capital</b>	3 147	3 836	5 868	7 240	
Crédit	3 147	3 836	5 868	7 240	
Débit	0	0	0	0	
<b>Transferts de capital</b>	3 147	3 836	5 868	7 240	
Crédit	3 147	3 836	5 868	7 240	
Débit	0	0	0	0	
<b>Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits</b>	0	0	0	0	
Crédit	0	0	0	0	
Débit	0	0	0	0	
<b>Compte des opérations financières</b>	4 743	3 275	2 969	532	
<b>Investissements directs</b>	346	266	221	226	
A l' étranger (par des résidents)	0	0	0	0	
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	346	266	221	226	
<b>Investissements de portefeuille</b>	-5	-8	-10	-10	
Avoirs	-5	-8	-10	-10	
Engagements	0	0	0	0	
<b>Autres investissements</b>	3 466	2 740	1 123	- 519	
Avoirs	1 041	1 515	-996	-2 871	
Engagements	2 425	1 225	2 119	2 352	
<b>Avoirs de réserve</b>	936	278	1 635	923	
Or monétaire	1	3	-33	-12	
Droits de tirages spéciaux	15	0	0	-4	
Position de réserve au FMI	29	0	-9	12	
Devises étrangères	890	180	1 682	921	
Autres créances	1	95	-5	6	
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>130</b>	<b>424</b>	<b>838</b>	<b>354</b>	

Source : Banque Centrale des Comores

\* Chiffres provisoires

La balance des paiements, depuis 2003, est élaborée selon la méthodologie du 5ème manuel du FMI. Des modifications importantes sont intervenues par rapport à la méthodologie qui était en vigueur.

## EVOLUTION GEOGRAPHIQUE ET SECTORIELLE DES ECHANGES

### COMMERCIAUX DES COMORES ENTRE 1996 ET 2006

Au cours de ces dix dernières années, la structure du commerce extérieur des Comores n'a pas subi d'importantes modifications, du fait d'une quasi-stabilité des produits d'exportation, basés uniquement sur trois produits de rente que sont la vanille, le girofle et l'ylang-ylang et des importations essentiellement composées des produits de consommation courante. L'origine de ces importations a par contre évolué, l'Europe perdant sa première place au profit du Moyen-Orient, plus particulièrement les Emirats Arabes Unis, qui présentent des avantages notamment en matière de coûts d'assurance, de fret et de délais de livraison. En revanche, le degré d'ouverture de l'économie est resté stable à 29% au cours de la période.

Les quantités produites des principaux produits d'exportation sont relativement faibles par à la production de nos principaux concurrents, à l'exception de l'ylang-ylang où les Comores demeurent le premier producteur mondial. Ces produits subissent de ce fait la fluctuation des prix, déterminés sur les marchés internationaux.

Les exportations ont enregistré trois périodes d'évolution entre 1996 et 2006. La première période (1996-1999) a été caractérisée par une augmentation progressive de la valeur nominale des exportations, grâce d'une part à une reprise notable des exportations de vanille sous l'effet d'une demande soutenue, et d'autre part, à une évolution favorable des cours du dollar américain. Les quantités moyennes exportées se sont élevées à 142 tonnes pour la vanille et à 1.042 tonnes pour le girofle. La deuxième période (2000-2003) a été marquée par une forte augmentation de la valeur des exportations. Celle-ci est imputable à une hausse des cours de la vanille et du girofle sur les marchés mondiaux, résultant de la consolidation de la demande extérieure de ces produits suite à la réduction de l'offre mondiale, les cyclones à Madagascar et les incendies en Indonésie ayant détruit de nombreuses plantations de vanille et girofle. Les quantités moyennes exportées se sont élevées à 109 tonnes pour la vanille et à 1.721 tonnes pour le girofle. La troisième période (2004-2006) a été caractérisée par une chute de la valeur des exportations, en liaison avec le retournement des cours internationaux du girofle et surtout de la vanille, accompagné d'un effondrement de la production intérieure. Les quantités moyennes exportées se sont élevées à 56 tonnes pour la vanille et à 2.055 tonnes pour le girofle.

La faiblesse du tissu économique comorien a renforcé la forte dépendance de l'économie avec l'extérieur, amplifiant la forte croissance des importations en vue de répondre aux besoins primaires de la population, notamment pour les produits alimentaires et les biens d'équipement. En 2006, le déficit commercial s'est élevé à 44 milliards FC contre 34 milliards FC en 2005, représentant 29% du PIB contre 22,6% en 2005.

En effet, l'alimentation de base telle que riz, sucre, viande, poisson, farine et produits laitiers représente 23% du total des importations en 2006 contre 28% en 1997. Cette évolution ne traduit pas une baisse des quantités importées, mais est imputable à l'augmentation de la valeur et des quantités des autres produits importés, notamment les produits pétroliers, le ciment et les autres matériaux de construction. En effet, la dynamique du secteur du BTP, l'élargissement du parc automobile, associé à la hausse continue des cours du pétrole renforcent le poids de ces produits dans le total des importations, les produits pétroliers représentant près de 22% à eux seuls en 2006 contre 14% en 1997.



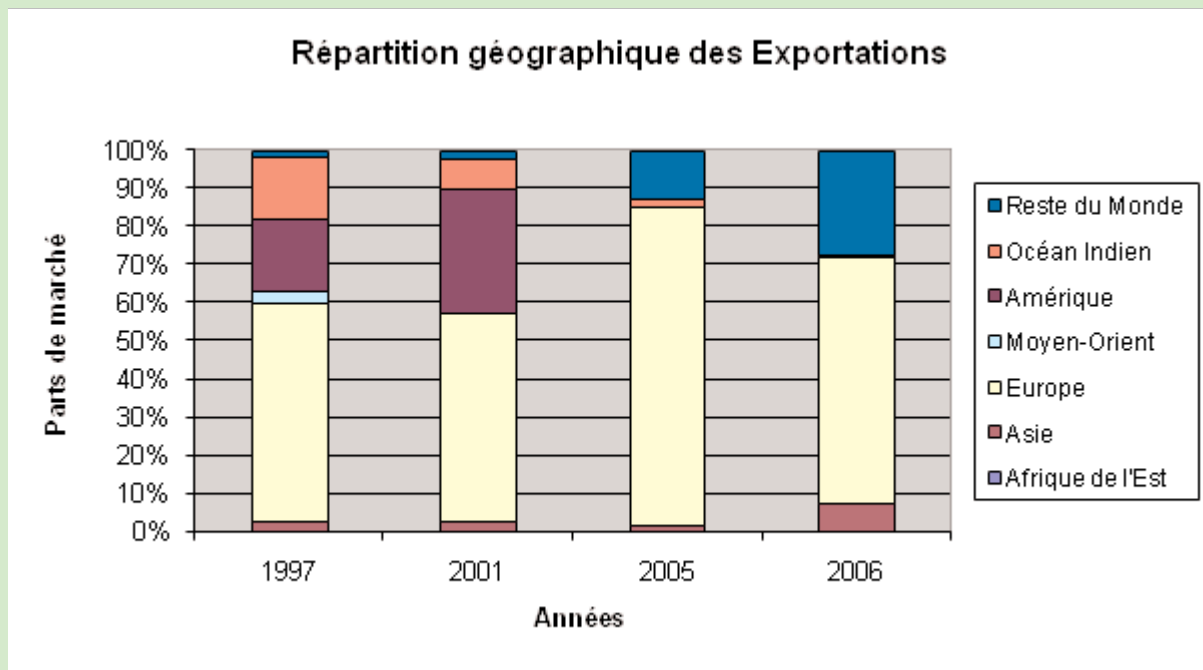
De même, l'activité soutenue dans le secteur du BTP, financée essentiellement par l'apport de la diaspora, a entraîné une augmentation de la part des matériaux de construction, passant de 7% en 1997 à 13% en 2006.

L'évolution des échanges commerciaux affichent un déficit commercial structurel, expliqué essentiellement par la hausse continue des importations pendant que les exportations, fortement dépendantes des cours internationaux et d'une forte saisonnalité de la production, connaissent une évolution défavorable et très erratique.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 9% en 2006 contre 10% en 1997 après un pic (39%) en 2003, consécutif à la bonne tenue des cours internationaux de la vanille. La chute des cours en 2004, que les opérateurs locaux n'ont pu anticiper, a fait entrer ce secteur dans une situation de crise.

En dépit d'une conjoncture économique internationale favorable, des modifications importantes sont intervenues dans les principales zones d'exportation des Comores. L'Europe, tout en demeurant la première destination des exportations des Comores, voit sa part de marché enregistrer d'importantes fluctuations, avec 64% en 2006 contre 57% en 1997 après 84% en 2005 et 55% en 2001. Les parts des Etats-Unis et de l'Océan Indien se sont fortement dégradées, passant respectivement de 19% et 16% en 1997 à près de 1% en 2006.

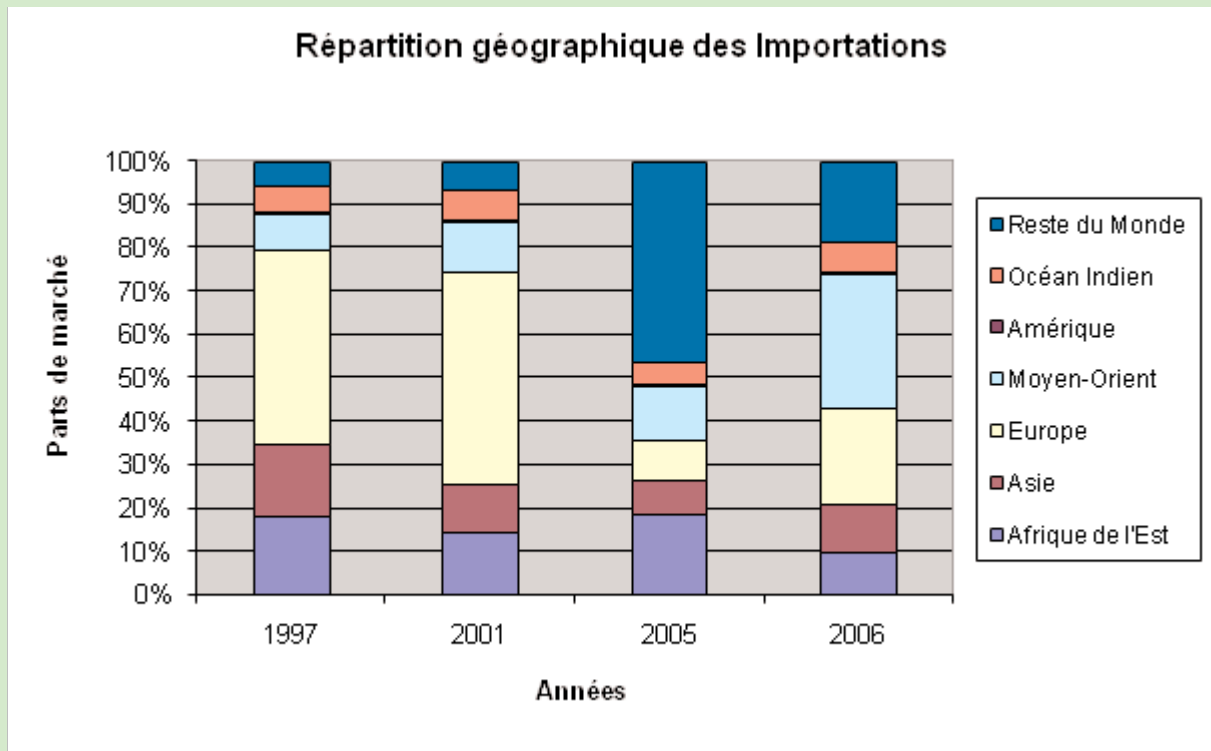
En revanche, une diversification des zones d'exportation a été observée pendant la période, mar-



quée par une consolidation de la part de marché du Reste du monde, passant de 2% en 1997 à 28% en 2006.

S'agissant des importations, la disparité est plutôt très accentuée, marquée par une perte de part de marché pour l'Europe au bénéfice du Moyen Orient, essentiellement. La part de marché pour les importations en provenance de l'Europe est revenue de 45% en 1997 à 22% en 2006, pendant que celle du Moyen-Orient, notamment des Emirats Arabes Unis, est passée de 8% à 31% sur la période. Cette évolution est expliquée par la croissance du secteur du bâtiment dont l'essentiel des matériaux de finition et d'ameublement sont importés des Emirats Arabes Unis et de l'Arabie-Saoudite.

Au cours de la période sous-revue, les échanges commerciaux avec les pays de la région de l'Océan Indien sont restés stables autour de 6%, tandis que ceux avec les pays de l'Afrique de l'Est ont baissé de 18% à 10%, traduisant pour les Comores un niveau d'intégration régionale



relativement faible.

La zone Asie a enregistré un tassement de sa part de marché, revenant de 17% en 1997 à 11% en 2006, pendant que le Reste du monde a consolidé sa position pendant la période, enregistrant une augmentation de sa part de 6% à 19%.



---

# Chapitre IV

## LA SITUATION FINANCIERE ET MONETAIRE

### Section I - Les Finances Publiques

La loi de Finances pour l'exercice 2006 a arrêté les prévisions budgétaires à 24,4 milliards FC en recettes (hors recettes de privatisation), réparties comme suit :

- 23,1 milliards FC de recettes à partager ;
- 1,3 milliard FC de recettes propres.

Les prélèvements effectués sur le compte spécial des recettes à partager, pour financer les dépenses, sont répartis comme suit :

- Dette extérieure et contributions : 17,3% ;
- Pensions : 5,5% ;
- Prestations de services : 2,8%.

Le montant résiduel est à répartir de la manière suivante entre l'Union et les Iles autonomes, conformément à la loi organique portant fixation des quotes-parts :

- Union: 37,5%;
- Ngazidja: 27,4%;
- Anjouan: 25,7%;
- Mohéli : 9,4%.

En septembre 2006, le Gouvernement a fait adopté une loi de Finances rectificative révisant à la baisse les chiffres prévisionnels afin de tenir compte d'une conjoncture économique moins favorable que prévue.

Cette nouvelle loi a intégré les critères quantitatifs et structurels du programme de référence, mis en place avec les services du FMI depuis 2005, et devant aboutir à la conclusion d'un programme économique sur trois ans appuyé par la FRPC, en vue de bénéficier de l'initiative PPTE et de l'IADM.

Les principaux critères retenus dans le programme de surveillance sont à réaliser dans le domaine des finances publiques, parmi lesquels des niveaux à ne pas dépasser en matière de variation du crédit intérieur net à l'Etat et des arriérés de paiement (intérieurs et extérieurs), la maîtrise de la masse salariale et un plancher en termes de recettes publiques.

#### 1.1 - L'exécution du budget 2006

Les chiffres provisoires fournis par le Ministère des Finances affichent des recettes intérieures recouvrées à hauteur de 21,5 milliards FC, en baisse de 10% par rapport à 2005, tandis que les dépenses courantes primaires ont progressé de 6% pour atteindre 22,2 milliards FC, dégageant un solde primaire négatif de 1,6 milliard FC contre un excédent du même montant en 2005.

Les recettes fiscales, en léger recul par rapport à 2005, se sont élevées à 17,2 milliards FC, constituant 80% des recettes intérieures. Comme pour les années précédentes, les recettes douanières représentent près de la moitié des rentrées fiscales avec 8,5 milliards FC, en régression toutefois de 20% par rapport aux réalisations de 2005. Cette évolution, qui contraste avec la hausse de la valeur des importations, s'explique en partie par l'encaissement en 2007 de la taxe unique sur le riz qui était attendue au dernier trimestre 2006 et dans une

moindre mesure, selon les services des impôts, par l'impact de la taxation forfaitaire des containers instaurée depuis 2005.

Les recettes non-fiscales sont passées de 6,2 milliards FC en 2005 à 4,3 milliards FC en 2006. Ce recul est expliqué en partie par la baisse des recettes de service tirées des sociétés d'Etat, malgré les bonnes performances réalisées par la Société Nationale des Télécommunications.

Recettes budgétaires de l'Etat		(en millions FC)		
	2004	2005	2006	
<b>Recettes fiscales</b>	19.407	17.797	17.260	
Dont : Impôts sur les revenus et les bénéfices	3.405	3.305	3.804	
TC et assimilées	1.007	1.000	980	
Commerce international	13.544	10.989	8.533	
<b>Recettes non-fiscales</b>	3.038	6.175	4.296	
Dont : Recettes des services	1.335	2.281	1.678	
<b>Total des recettes</b>	<b>22.445</b>	<b>23.972</b>	<b>21.556</b>	
<i>Sources : Ministère des Finances, FMI</i>				
<i>* Chiffres provisoires</i>				

Les dépenses courantes primaires de l'Etat ont atteint 22,2 milliards FC, en hausse de 6% par rapport à 2005, représentant 14% du PIB, niveau identique à celui observé ces deux dernières années.

La masse salariale, qui reste la première charge de l'Etat, absorbe 60% des dépenses courantes primaires ordonnancées pour un total de 13,2 milliards FC contre 12,8 milliards FC en 2005.

Dépenses budgétaires courantes de l'Etat		(en millions FC)		
	2004	2005	2006	
<b>Traitements et salaires</b>	12.631	12.872	13.250	
<b>Biens et services</b>	6.038	5.160	5.548	
<b>Transferts</b>	1.989	2.879	3.413	
<b>Total des dépenses</b>	<b>20.658</b>	<b>20.911</b>	<b>22.211</b>	
<i>Sources : Ministère des Finances, FMI</i>				
<i>* Chiffres provisoires</i>				

*Sources : Ministère des Finances, FMI*

*\* Chiffres provisoires*

Les dépenses en biens et services se sont stabilisées à 5,5 milliards FC tandis que les transferts poursuivent leur tendance haussière avec 3,4 milliards FC en 2006 contre 2,8 milliards FC en 2005 après 1,9 milliard FC en 2004, en relation avec les paiements de la dette extérieure.

## 1.2 - Les opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations Publiques

L'ensemble des opérations financières de l'Etat (Administration Centrale) et des Institutions Publiques (Gouvernorats, Fonds Routier, Caisse de Retraite) sont représentées dans le tableau ci-après. Ces opérations budgétisées ou non, incluent celles concernant la dette extérieure ainsi que celles des assistances techniques, financières et matérielles reçues sous forme de dons ou de prêts.

**Tableau des opérations financières consolidées de l'Etat et  
des Administrations publiques (en millions FC)**

	2004	2005	2006*
<b>Recettes totales (dons inclus)</b>	26.434	30.509	29.533
<b>Recettes intérieures</b>	22.445	23.972	21.555
Recettes fiscales	19.407	17.797	17.259
Recettes non fiscales	3.038	6.175	4.296
Recettes exceptionnelles	-	-	-
<b>Dons extérieurs</b>	3.989	6.537	7.978
Aides (budgétaire et non budgétaire)	153	669	738
Financement de projet (y compris assist. tech.)	3.836	5.868	7.240
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	28.847	30.425	32.971
<b>Dépenses courantes</b>	22.546	23.523	25.393
Dépenses courantes primaires	20.658	20.911	22.211
Personnel	12.631	12.872	13.250
Biens et services	6.038	5.160	5.548
Transferts	1.989	2.879	3.413
Intérêts sur la dette (intér.et extér.)	1.282	1.182	724
(Dont extérieure)	(1.187)	(1048)	(513)
Autres dépenses (y.c assist.tech. hors projet)	606	1.431	2.457
<b>Dépenses exceptionnelle</b>			
<b>Dépenses en capital</b>	6.301	6.902	7.578
Financées / ressources intér. (budgétaires)	2.539	1.411	996
Financées/ressources ext.(dons, emprunts)	3.762	5.491	6.583
<b>Prêts nets</b>	-	-	-
<b>Solde primaire (hors dons)</b>	-752	1.650	-1.652
<b>Solde global base engagement (dons inclus)</b>	-2.413	83	-3.438
Dons exclus	-6.402	-6.453	-11.796
<b>Arriérés</b>	1.862	-272	1.271
Sur dette extérieure	665	542	131
Sur dette intérieure	1.197	-814	1.141
Repaiement d'arriérés	125	-548	-
<b>Solde Global (base caisse)</b>	-426	-737	-2.167
Dons exclus	-4.415	-7.273	-10.525
<b>Financement</b>	829	1.117	2.545
<b>Extérieur (net)</b>	262	-163	464
Tirages sur prêts	1.462	1.054	1.399
Amortissement de la dette	-1.935	-2.152	-2.448
Financement exceptionnel	-	-	-
Variation arriérés (en principal)	735	935	1.512
<b>Intérieur (net)</b>	567	1.279	2.081
<b>Ecarts de financement</b>	403	-380	-378
Sources : Ministère des Finances, BCC, FMI * : Chiffres provisoires			

Le solde primaire affiche un déficit de 1,6 milliard FC en 2006 contre résultat positif du même montant un an plus tôt. Cette dégradation s'explique par la baisse des recettes intérieures pendant qu'on a observé une hausse des dépenses primaires.

Le solde global (base engagement) s'est détérioré, enregistrant un montant négatif de 3,4 milliards FC en 2006 contre un excédent de 83 millions FC en 2005, en relation avec les résultats moins performants en matière de recouvrement des recettes.

Le financement du déficit global (base caisse) est essentiellement bancaire à hauteur de 2,1 milliards FC sur un total de 2,5 milliards FC.

## 1.3 - Les prévisions budgétaires pour l'année 2007

La loi de Finances pour l'exercice 2007 a arrêté les prévisions de recettes à 25,9 milliards FC réparties comme suit :

- 24,7 milliards FC de recettes à partager,
- 1,2 milliard FC de recettes propres.

Les ressources extérieures sont projetées à 17 milliards FC, dont 15,4 milliards FC en dons, les perspectives d'un programme avec le FMI et les engagements de financement de la conférence de Maurice de décembre 2005 ayant été intégrés.

Les dépenses courantes primaires sont arrêtées à 22,7 milliards FC tandis que les dépenses en capital sont projetées à 11,1 milliards FC, dont 1,7 milliard FC de financement sur ressources propres.

Ces prévisions dégageraient un solde primaire excédentaire de 1,5 milliard FC contre un déficit de 1,6 milliard FC en 2006.

Le service de la dette extérieure, aussi bien multilatérale que bilatérale, est estimé à 3,4 milliards FC dont 1,2 milliard FC en intérêts.

## Section II - La situation monétaire

A fin 2006, le stock de monnaie s'est établi à 33,4 milliards FC, en contraction de 5,8% par rapport à décembre 2005. Cette évolution, expliquée par le recul du crédit intérieur, a été observée au niveau des dépôts à vue (-14,6%) et de la quasi-monnaie (-13,4%), pendant que la circulation fiduciaire augmentait de 11,5%.

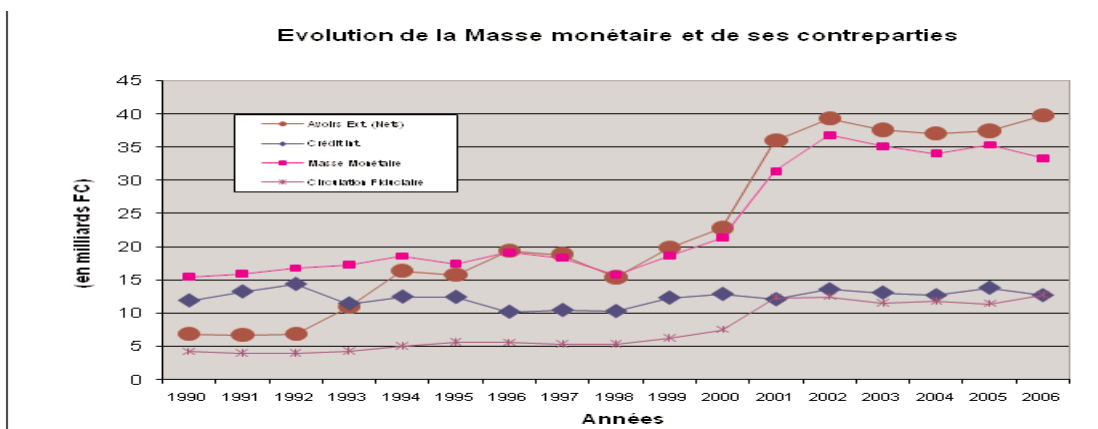
Le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs s'est par contre amélioré, passant de 106% en 2005 à 119% en 2006.

### 2.1 - La masse monétaire

La masse monétaire a poursuivi la baisse observée au 1er semestre, s'établissant à 33,4 milliards FC au mois de décembre 2006 contre 35,4 milliards FC au mois de décembre 2005 après 33,2 milliards FC en juin 2006. Cette diminution a concerné aussi bien la monnaie (-2,8%) que la quasi-monnaie (-13,4%).

En revanche, le taux de liquidité de la masse monétaire est passé de 72% en décembre 2005 à 74% en décembre 2006.

Après avoir enregistré une baisse pendant les six premiers mois de l'année, **la circulation fiduciaire** s'est redressée à partir du mois de juillet pour atteindre 13,6 milliards FC à la fin du mois d'août, en liaison avec les achats de devises, évalués à plus de 7 milliards FC pendant les mois de juillet et août 2006. La part de la circulation fiduciaire dans le total de la masse monétaire est passée de 32% en 2005 à 38% en 2006.



Les dépôts à vue ont diminué de plus de 14%, atteignant 11,9 milliards FC en décembre 2006 contre 13,9 milliards FC en décembre 2005. Cette baisse a concerné à la fois les dépôts des entreprises et ceux des particuliers. Ce repli peut s'expliquer par le recul des flux créditeurs, en relation avec l'érosion des exportations de vanille et la baisse des tirages sur les emprunts extérieurs d'une part et, d'autre part, par l'augmentation des flux débiteurs pour le paiement des importations et de la dette extérieure.

### Evolution de la masse monétaire

Masse monétaire (en millions FC)	Déc. 2004	Déc. 2005	Juin 2006	Déc. 2006	Variation 6-05 en %
<b>Monnaie</b>	<b>22.937</b>	<b>25.383</b>	<b>24.459</b>	<b>24.673</b>	<b>-2,8</b>
Circulation fiduciaire	12.355	11.456	11.224	12.760	+11,4
Dépôts à vue	10.582	13.927	13.235	11.914	-14,5
Banque centrale	1.627	2701	1.377	1.715	-36,5
Trésor	400	400	400	400	-
Banque commerciale	8.555	10.826	11.458	9.799	-9,5
<b>Quasi-monnaie</b>	<b>10.392</b>	<b>10.069</b>	<b>8.756</b>	<b>8.714</b>	<b>-13,5</b>
Compte sur livret et à terme	8.046	7.470	7.400	7.595	+1,7
Compte d'épargne logement	316	350	366	413	+17,8
Autres	2.029	2.248	990	706	-68,6
<b>Total de la masse monétaire</b>	<b>33.329</b>	<b>35.452</b>	<b>33.215</b>	<b>33.388</b>	<b>-5,8</b>

Source : Banque Centrale des Comores, DESM

La quasi-monnaie s'est inscrite en baisse de plus de 13%, portant le niveau de l'épargne à 8,7 milliards FC en décembre 2006 contre 10 milliards FC en décembre 2005. Cette diminution est beaucoup plus marquée sur les dépôts restrictifs, la baisse du taux de rémunération de 3% à 2,5% ayant eu très peu d'influence sur le comportement des épargnants.

Les comptes sur livret se sont stabilisés à 7 milliards FC durant l'année 2006, pendant que les fonds affectés et les dépôts restrictifs reculaient de 2,2 milliards FC en décembre 2005 à 707 millions FC en décembre 2006.

La part de la quasi-monnaie dans le total de la masse monétaire est revenue de 28,4% en décembre 2005 à 26,1% en décembre 2006.

## 2.2 - Les contreparties de la masse monétaire

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 6,2%, passant de 37,4 milliards FC en décembre 2005 à 39,8 milliards FC en décembre 2006, en dépit d'une détérioration de 2,3% de la position extérieure nette de la Banque Centrale.

En effet, l'accroissement des avoirs extérieurs nets est expliqué par la banque commerciale, qui a enregistré une nette amélioration de sa position extérieure, en prévision des paiements des engagements d'importation.

Le crédit intérieur net s'est détérioré de 8% durant la période, revenant de 13,8 milliards FC en décembre

2005 à 12,7 milliards FC en décembre 2006. Ce recul a concerné à la fois les crédits à l'économie (- 8,4%) et les créances nettes à l'Etat (- 7,2%).

Les crédits à l'économie sont revenus de près de 10,4 milliards FC en décembre 2005 à 9,5 milliards FC en décembre 2006, en liaison avec la prudence des établissements financiers à s'engager dans le financement de la campagne de la vanille 2006.

### Evolution des contreparties de la masse monétaire

Contreparties (en millions FC)	Déc. 2004	Déc. 2005	Juin 2006	Déc. 2006	Variation 6-05 en %
<b>Avoirs extérieurs (nets)</b>	36.973	37.442	34.351	39.758	+6,2
Banque centrale	34.439	35.762	33.840	34.921	-2,4
Banque commerciale	2.533	1.680	512	4.837	+187,9
<b>Crédit intérieur</b>	11.399	13.830	14.649	12.711	-8,1
<b>Créances sur l'Etat (adm. Cent)</b>	2.029	3.468	5.126	3.220	-7,2
Créances brutes	3.251	5.157	6.436	6.177	+19,8
Dépôts de l'Etat (-)	1.221	1.689	1.310	2.958	+75,1
<b>Crédit à l'économie</b>	9.369	10.362	9.524	9.491	-8,4
Secteur public	148	104	222	57	-44,7
Secteur privé	9.221	10.258	9.302	9.434	-8,0
<b>Autres postes nets</b>	-15.042	-15.820	-15.786	-19.081	+20,6
<b>Total de la masse monétaire</b>	<b>33.329</b>	<b>35.452</b>	<b>33.215</b>	<b>33.388</b>	<b>-5,8</b>

Source : Banque Centrale des Comores

L'augmentation de 75% des dépôts de l'Etat a porté les créances nettes à 3,2 milliards FC en 2006 contre 5,1 milliards FC en juin 2006, alors que les créances brutes ont augmenté de près de 20%, en relation avec l'augmentation des avances statutaires au Trésor pendant la période.

## Section III - Le système bancaire

### 3.1 - Structure du système bancaire

En 2006, la structure du système bancaire comorien a évolué, marquée par l'agrément de l'Union régionale des Sanduk d'Anjouan et par les avis favorables prononcés par le Conseil d'administration de la Banque Centrale pour l'agrément de deux nouvelles banques : la Banque Fédérale du Commerce (BFC) et Exim-Bank Comores, qui projettent d'ouvrir leurs guichets au cours du 2ème semestre de 2007.

Ces nouvelles entrées élargissent le système bancaire jusqu'à là constitué de trois banques, la Banque Centrale (BCC), la Banque Commerciale (BIC) et la Banque de Développement (BDC), des services financiers de la SNPSF (CNE-CCP) et du premier réseau de microfinance, les MECK. Les perspectives d'ouverture du secteur bancaire à la concurrence, renforcées par la reprise des activités de crédits de la BDC et par la consolidation des activités financières de la SNPSF, devront encourager le financement bancaire de l'économie.

En termes de parts de marché, l'année 2006 a été caractérisée par la forte percée des IFD et de la SNPSF. Toutefois, cette évolution ne traduit pas une baisse du volume des dépôts et des crédits de la banque commerciale, ceux-ci restant stables sur les trois dernières années, mais confirme plutôt la capacité des aut-



res institutions financières à mobiliser l'épargne supplémentaire, notamment les deux réseaux de microfinance, MECK et SANDUK.

Pour la collecte de l'épargne, la BIC perd 8 points pendant que le réseau Meck gagne 5 points par rapport à 2005.

Concernant la distribution du crédit, une forte progression est enregistrée par la SNPSF, en relation avec la hausse des créances accordées à l'Etat pour le paiement des salaires et des crédits aux entreprises publiques. La société gagne 8 points au détriment de la BIC et du réseau Meck, en dépit de la hausse des encours de crédits.

Evolution des parts de marché dans le système bancaire (en%)*				
	Déc-03	Déc-04	Déc-05	Déc-06
<b>Collecte de l'épargne</b>				
BIC	67	64	61	53
BDC (emprunt ext.)	4	3	1	1
SNPSF	5	6	7	8
MECK	16	18	21	26
Sanduk Anjouan				8
Sanduk Ngaz + Moh	} 8	} 9	} 10	3
<b>Crédits à l'économie</b>				
BIC	67	64	61	56
BDC	8	4	4	8
SNPSF	5	4	4	12
MECK	12	18	20	14
Sanduk Anjouan				8
Sanduk Ngaz + Moh	} 8	} 10	} 11	2

Source : Banque Centrale des Comores, DESB.

\* Encours de fin de période, chiffres provisoires

L'ouverture des deux nouvelles banques prévues en 2007 va sans doute entraîner une nouvelle révision des parts de marché dans le secteur bancaire.

### 3.2 - L'activité des établissements financiers

Le total des bilans consolidés des établissements bancaires et financiers agréés a poursuivi la tendance haussière, atteignant 40,2 milliards FC en 2006 contre 38,4 milliards FC en 2005, représentant respectivement 25,2% du PIB nominal contre 25,5%. Cette progression a été favorisée par la SNPSF (+72%) et par le réseau MECK (+42%) en relation avec la croissance des dépôts, confirmant la progression de la bancarisation.

L'encours de l'épargne-clientèle s'est élevé à 30 milliards FC contre 28 milliards FC en 2005 tandis que le crédit brut reste contenu à 16 milliards FC, en hausse toutefois de 2% par rapport à 2005, traduisant l'absence de nouveaux financements de taille depuis la crise du secteur de la vanille.

Le système bancaire présente une trésorerie solide estimée à 23,2 milliards FC, représentant 58% de l'actif consolidé des établissements et 75% des dépôts de la clientèle.

La bonne santé financière du système bancaire s'est accompagnée d'une hétérogénéité des situations de chaque établissement.

Le bilan de la Banque pour l'Industrie et le Commerce (BIC) a baissé de 8% par rapport à 2005 en relation avec la baisse aussi bien du crédit brut, qui passe de 10,4 milliards FC en 2005 à 9,1 milliards FC en 2006, que des dépôts, la trésorerie ayant faiblement reculé.

La Banque de Développement des Comores (BDC) a également évolué dans une tendance baissière de son activité, malgré une timide reprise du crédit (+3%), avec un total de bilan de 1,8 milliard FC contre 2,2 milliards FC en 2005. La trésorerie a enregistré une baisse de 20% par rapport à 2005.

La CNE-CCP a enregistré une hausse de 72% de son total de bilan par rapport à 2005, expliquée d'une part, par la domiciliation des salaires des fonctionnaires à la SNPSF, et d'autre part, par le développement des crédits accordés aux entreprises publiques. Ainsi, les dépôts et les crédits sont respectivement passés de 1,9 milliard FC à 2,5 milliards FC et de 600 millions FC à 2 milliards FC entre 2005 et 2006.

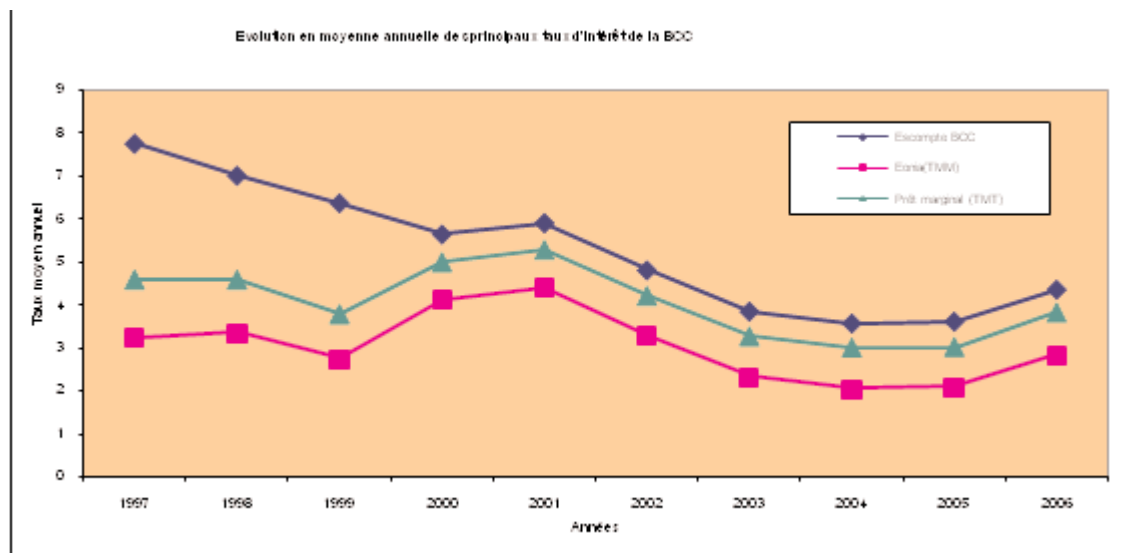
Les Meck, qui constituent le premier réseau de microfinance, ont également enregistré une progression du total de bilan (+42%), essentiellement liée à la hausse des dépôts et de la trésorerie (+34% et +46%, respectivement). L'augmentation du nombre d'adhérents (+20%) témoigne de la confiance de la population envers les Institutions Financières Décentralisées.

L'Union des Sanduk d'Anjouan, agréé depuis juin 2006, occupe la 4ème place en termes de total de bilan, devançant la BDC. Le portefeuille de crédits a atteint 1,4 milliard FC avec la meilleure qualité du portefeuille de crédit du système bancaire. L'encours de l'épargne s'est élevé à 2,6 milliards FC au 31 décembre 2006.

Les Union régionales des Sanduk de Mohéli et de Grande-Comore n'ont pas encore bénéficié d'agrément de la Banque Centrale.

### 3.3 - Les conditions de banques

Au cours de l'année sous revue, l'EONIA, le principal taux interbancaire de la zone euro, s'est établi en moyenne à 2,84% contre 2,09% en 2005. Cette tendance a porté à la hausse les taux de la BCC, indexés à ce taux.



A compter du 1er janvier 2006, le taux de rémunération des réserves obligatoires est passé de " EONIA - 1/8 " à " EONIA - 1/4 " et celui des réserves libres de " EONIA " à " EONIA - 1/8 ", tandis que le taux de rémunération des dépôts d'épargne est passé de 3% à 2,5% et que la fourchette des taux d'intérêt débiteurs a été ramené de [8%-14%] à [7%-14%].

La Banque Centrale a assoupli, en juillet 2006, le taux de constitution des réserves obligatoires passant de 35% à 25%, décision motivée d'une part, par la situation économique caractérisée par la stabilité du crédit intérieur et la maîtrise de l'inflation et d'autre part, par l'élargissement du système bancaire.

---

# Chapitre V

## L'ADMINISTRATION, L'ACTIVITE ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE

### Section I - L'organisation

#### 1.1 - L'Administration

Au 31 décembre 2006, le Conseil d'Administration était composé de :

MM. : Salim AHMED ABDALLAH, Président  
Ali NASSOR  
Madi AHAMADA  
Yahaya AHMED HOUMADI  
Michel JACQUIER  
Philippe BONZOM  
Rémy RIOUX  
Jean-Christophe DEBERRE

Le collège des Censeurs était composé de :

MM. Houssen Hassan IBRAHIM  
Bruno CABRILLAC

Le Gouvernement de la Banque était composé de :

MM. Ahamadi ABDOULBASTOI, Gouverneur  
Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU, Vice-Gouverneur.

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois, en séances ordinaires, le 08 juin 2006 à Paris et le 19 décembre 2006 à Mustamudu, et une fois en séance extraordinaire, en septembre 2006 à Paris, pour examiner l'amendement des statuts de la Banque.

#### 1.2 - Les effectifs

Au 31 décembre 2006, en dehors du Gouvernement de la Banque, les effectifs s'élevaient à 41 agents contre 33 agents titulaires en 2005, répartis selon les catégories suivantes : quatre cadres supérieurs, neuf cadres moyens, vingt-deux employés et six agents de service.

La Banque a bénéficié également de la présence de stagiaires tout au long de l'année, dont cinq ont été recrutés.

### Section II - Les activités de la Banque

#### 2.1 - Le démarrage des activités de l'agence de Mohéli

Le 12 décembre 2005, la Banque Centrale a procédé à l'inauguration officielle de l'agence de Mohéli, assurant désormais sa présence sur les trois îles.

L'agence de Mohéli a effectivement démarré ses activités le 19 mai 2006. Les nouvelles recrues, qui ont bénéficié

ficié d'une formation initiale à la caisse de Moroni, sont assistées par un caissier détaché du siège.

## 2.2 - Les billets et pièces en circulation

La circulation fiduciaire a enregistré une hausse de 11,4%, passant de 11,5 milliards FC en 2005 à 12,8 milliards FC en 2006. Cette évolution est imputable à la hausse des achats de billets en euro (+11,9%), dont le montant est passé de 18,3 milliards FC en 2005 à près de 21 milliards FC en 2006.

En 2006, la Banque Centrale des Comores a renouvelé sa gamme de billets, composée de cinq coupures : 10.000, 5.000, 2.000, 1.000 et 500 FC, la coupure de valeur faciale de 2.500 FC étant abandonnée.

Ces billets ont bénéficié d'une nouvelle technologie de fabrication en termes de durabilité et de sécurité contre la falsification. Ils permettront à la BCC de maintenir une circulation fiduciaire sécurisée et de bonne qualité.

Les billets de cette nouvelle gamme présentent les caractéristiques générales suivantes :

- ils sont modernes, par leur conception - avec la création d'un effet de gamme - par l'absence d'une marge blanche autour du billet et par la teinte du papier dans la couleur dominante du billet ;
- ils sont pratiques, avec des dimensions réduites par rapport à la gamme précédente, qui assurent une meilleure maniabilité et une conservation assez aisée dans les portefeuilles.

Le style et l'architecture des billets sont restés fidèles à la représentation de la culture, de la flore et de la faune comoriennes. Les billets présentent une dominante de couleur bien marquée, qui les différencie des billets multicolores traditionnels et permet ainsi une identification rapide et simple de la coupure.

Le motif principal imprimé en taille douce au recto de chaque billet correspond à la thématique générale des billets.

Les caractéristiques spécifiques des nouveaux billets sont les suivantes :

### Billet de 1.000 FC, mis en circulation le 30 décembre 2005

- les thèmes retenus au recto : le coelacanthe et les îlots de Nioumachoua
- au verso : un pêcheur sur son galawa ;
- le format : largeur : 126 mm ; hauteur : 66 mm
- la couleur dominante : bleu ;



### Billet de 2.000 FC, mis en circulation le 30 décembre 2005

- les thèmes retenus au recto : le Mausolée du Président Ahmed Abdallah Abdérémane et une scène de marché ;
- au verso : des paillotes en terre battue de Mohéli ;
- le format : largeur 132 mm, hauteur 66 mm ;
- la couleur dominante : vert ;



**Billet de 10.000 FC, mis en circulation le 21 août 2006**

- les thèmes retenus au recto : le portrait du Grand Moufti Al-Habib Saïd Omar Bin Soumeit, le port au boutre avec vue sur l'ancienne mosquée de Moroni
- au verso : une tortue marine, de la vanille verte et des fleurs d'ylang-ylang ;
- le format : largeur : 144 mm ; hauteur : 73 mm
- la couleur dominante : jaune-orange ;

**Billet de 500 FC, mis en circulation le 21 août 2006**

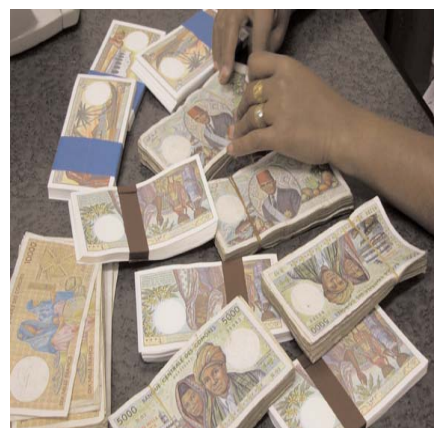
- les thèmes retenus au recto : un maki et le lac salé sur la Grande Comore ;
- au verso : des fleurs endémiques sur fonds de feuillus ;
- le format : largeur 120 mm, hauteur 66 mm ;
- la couleur dominante : rouge ;

**Billet de 5.000 FC, mis en circulation le 28 décembre 2006**

- les thèmes retenus au recto : le portrait du Président Saïd Mohamed Cheikh, avec vue aérienne du cratère du volcan Karthala ;
- au verso : un baobab et une plage de sable fin ;
- le format : largeur : 138 mm ; hauteur : 73 mm
- la couleur dominante : violet ;

**Les anciens billets ont circulé concurremment avec les nouveaux billets :**

- les billets de 1.000 FC type 1975 et de 2.500 FC type 1996 ont été retirés de la circulation le 25 mars 2006, mais ont continué à être échangés librement et sans condition aux seuls guichets de la BCC jusqu'au 31 janvier 2007 ;
- les billets de 10.000 FC type 1996 et de 500 FC type 1975 ont été retirés de la circulation le 31 octobre 2006, mais continueront à être échangés librement et sans condition aux seuls guichets de la BCC jusqu'au 31 mars 2008.
- les billets de 5.000 FC type 1975 ont été retirés de la circulation le 1er avril 2007, mais continueront à être échangés librement et sans condition aux seuls guichets de la BCC jusqu'au 31 mars 2009



Les pièces en circulation ont également augmenté, le taux de croissance se situant à 4%, après 7% en 2005. Il faut noter que les pièces ne reviennent que très faiblement dans les caisses de la Banque. La couleur de la pièce de 10 FC a changé, à la suite d'une commande effectuée en 2005, les deux couleurs (jaune et argent) continuant à circuler concurremment.

**2.3 - Les systèmes de paiements et de règlements**

Pour améliorer l'utilisation des moyens de paiements dans un environnement bancaire en plein essor, la Banque Centrale s'est dotée, avec l'aide de la Banque de France, des moyens techniques et juridiques permettant la mise en place d'une chambre de compensation.

Une Convention de compensation a été signée le 27 avril 2006 entre les trois établissements émetteurs de chèques (la BCC, la BIC et la SNPSF).

Le 03 juillet 2006, la première séance de compensation de chèques entre les trois signataires s'est tenue dans

les locaux de la Banque Centrale.

Tous les jours ouvrables, les établissements, participant à la Chambre, compensent leurs valeurs sur la base d'un système informatique performant propre à la BCC, permettant de réaliser des échanges multilatéraux.

Au 31 décembre 2006, les statistiques des opérations traitées sont les suivantes :

- 5.615 chèques compensés pour un montant total de 6,6 milliards FC
- 143 chèques rejetés, pour insuffisance de provision essentiellement et pour défaut de signature, et correspondant à près de 97 millions FC, soit 1,5% du montant total.

Par ailleurs, le Groupe technique sur les systèmes de paiements (G T S P), composé de représentants des institutions participant à la Chambre de compensation, a été créé. Il a pour principale mission la mise en place d'un fichier central des impayés sur chèque.

## 2.4 - Les autres activités de la Banque

### *La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme*

Les Comores disposent de deux textes règlementaires, l'Ordonnance n° 03-002/PR du 28 Janvier 2003

fixant le cadre du dispositif de lutte contre le blanchiment et le Décret n° 03-025/PR du 18 février 2003, définissant la composition et les missions du Service des Renseignements Financiers (SRF).

Cependant, la mise en place du SRF, bien qu'effective, n'est pas suivie par une activité conséquente. Il est prévu d'adopter un budget de fonctionnement, dont l'exécution serait confiée à la BCC, et d'élargir la composition de cette cellule aux îles autonomes.

Par ailleurs, des activités illégales de banques off-shore via internet ont été identifiées depuis 1999. Conformément à la loi bancaire, seule la BCC est habilitée à délivrer des licences bancaires (cf la liste des établissements agréés dans l'annexe 10 du présent rapport). En conséquence, la BCC a porté plainte auprès du Tribunal de Moroni et a sollicité l'appui de ses partenaires et des organismes internationaux anti-blanchiment pour lutter contre ces pratiques frauduleuses.

### *Les opérations de change*

Les achats de billets en euro ont progressé de 14,8%, consolidant la hausse observée l'année dernière (+12%). Parallèlement, les ventes ont enregistré une hausse de près de 38,5%, après un recul de 40% l'année dernière. L'augmentation de près de 8% des visites des comoriens non-résidents explique cette amélioration des achats.

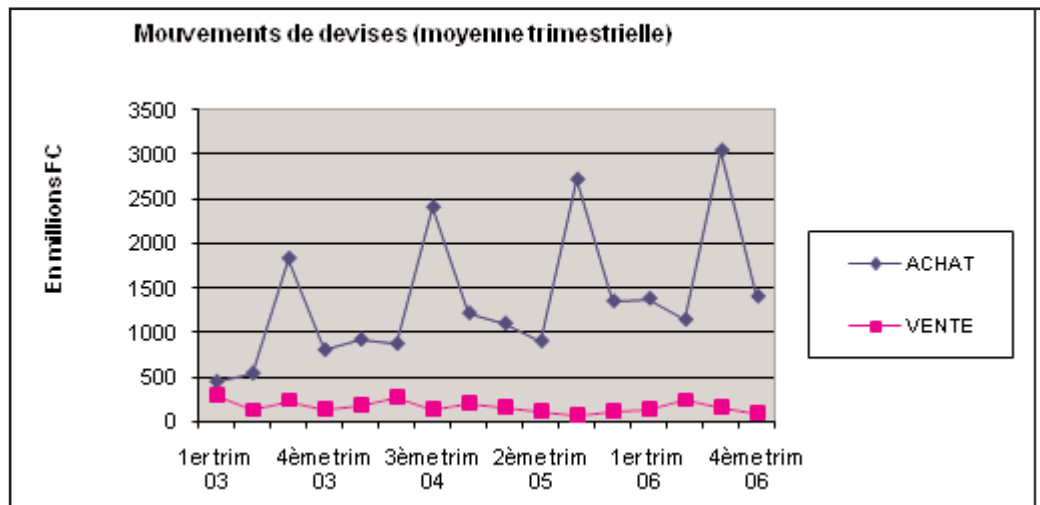
En effet, comme l'illustre le graphique ci-dessous, les opérations d'achats de devises répondent à un cycle

#### **Evolution annuelle des opérations en devises à la BCC (en millions FC)**

	Achats				Ventes			
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005	2006
Moroni	9.847	14.481	16.041	17.707	2.124	1.673	1.299	1.707
Mustamudu	1.089	1.832	2.231	2.967	369	791	170	303
Fomboni				297				24
<b>Total</b>	<b>10.936</b>	<b>16.313</b>	<b>18.272</b>	<b>20.971</b>	<b>2.493</b>	<b>2.464</b>	<b>1.469</b>	<b>2.034</b>

Source : Banque Centrale des Comores

saisonnier, dont le trend haussier s'observe chaque année au cours du troisième trimestre, en liaison avec la présence massive à cette période de vacances des comoriens résidant à l'étranger.



### L'élaboration des données monétaires

Comme en 2005, les données monétaires et bancaires pour l'année 2006, ont été élaborées à la fois sous le format " traditionnel " mais aussi sous le " format de déclaration standardisée " (FDS), du manuel des statistiques monétaires et financières du Fmi (2000).

Une étape importante a été franchie avec l'intégration dans le système des données des IFD à partir de janvier 2006. Leur consolidation avec celles de la BIC et de la CNE-CCP, permettra de calculer une masse monétaire au sens large.

### Les concours à l'Etat

En accord avec les dispositions des articles 16 et 17 de ses Statuts, le montant de l'avance statutaire, dont l'Etat peut bénéficier au cours de l'exercice 2006, a été fixé à 4,2 milliards FC contre 3,6 milliards FC en 2005.

Au 31 décembre 2006, l'encours de l'avance statutaire s'est élevé à 4.026 millions FC, auquel il faudra ajouter 1,4 milliard FC d'encours de la dette à long terme.

### Le refinancement du système bancaire

Comme pour les années précédentes, la Banque Centrale n'a pas eu à pratiquer d'opérations de refinancement vis-à-vis des banques et des établissements financiers de la place. L'abondance de la liquidité pour la plupart des établissements combinée à la quasi stabilité de l'activité économique expliquent cette situation.

### Le Compte d'Opérations

Le solde moyen des avoirs déposés en compte d'opérations a augmenté de 5,6% en 2006 contre une baisse de 17,8% l'année précédente.

Le solde annuel moyen du compte d'opérations s'est établi à 29,5 milliards FC en 2006 contre 27,9 milliards FC en 2005 après 34 milliards FC en 2004. Cette évolution s'explique essentiellement, en dépit de l'augmentation des mouvements débiteurs en règlement des importations, par la régularité des mouvements créditeurs.

La rémunération servie sur le compte d'opérations, indexée à partir du 1er janvier 1999 sur le taux du prêt marginal au jour le jour de la BCE, s'est située, en moyenne pour l'exercice 2006 à 3,83% contre 3,02% en 2005 et 3% en 2004.

Solde trimestriel moyen du Compte d'opérations (en millions FC)					
Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
1er trimestre	32.757	34.988	33.530	28.310	27.047
2° trimestre	34.694	35.011	34.858	28.716	30.161
3° trimestre	34.266	34.575	35.852	27.699	30.560
4° trimestre	34.342	33.595	31.755	27.117	30.384
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>34.015</b>	<b>34.542</b>	<b>33.999</b>	<b>27.961</b>	<b>29.538</b>

Source : BCC

Le produit de cette rémunération s'est élevé à 1,1 milliard FC contre 855 millions FC, en relation avec le maintien d'un solde créditeur élevé du compte d'opérations associé à l'augmentation du taux de rémunération.

Moyenne trimestrielle du taux de rémunération du compte d'opérations			
1er trimestre 06	2ème trimestre 06	3ème trimestre 06	4ème trimestre 06
3,33	3,51	3,92	4,33

### Les textes réglementaires

En 2006, la Banque Centrale a adopté les textes suivants :

- la lettre-circulaire n°002/2006/COB, abaissant le taux de réserves obligatoires des Banques et établissements financiers de 35% à 25%,
- la circulaire n°003/2006/COB, autorisant la SNPSF à vendre des devises,
- la circulaire n°001/2006/COB, allégeant le processus de transfert d'argent vers l'étranger, pour les montants inférieurs à 1.000.000 FC (par personne et par opération),
- l'instruction n°001/2006/COB, autorisant les MECK à procéder à des achats de devises.

### Les Missions et Formations

Durant l'année 2006, la Banque a participé à de nombreuses rencontres internationales:

- les deux réunions de la Zone franc,
- les réunions des Gouverneurs des Banques Centrales du Comesa et des pays francophones,
- les réunions du Groupe des superviseurs des pays francophones,
- les Assemblées générales du FMI.

Les cadres de la Banque ont par ailleurs bénéficié de plusieurs formations et séminaires dispensés à l'étranger, notamment par l'IMA (Institut Multilatéral d'Afrique), la Banque de France, le projet BEAC-BCEAO-BCC ou dans le cadre de la coopération BCC-IEDOM (Institut d'Emission D'Outre-Mer).

La Banque a également bénéficié de l'assistance technique :

- du FMI pour une mission d'évaluation des capacités et des besoins en matière de supervision,
- de la BDF pour la conception et l'installation de la Chambre de compensation,
- de l'IEDOM dans le domaine informatique et la sécurité.



## Section III - Les comptes de la Banque

### 3.1 - Le bilan

Au 31 décembre 2006, le total du bilan de la Banque a enregistré une hausse de 2,4% par rapport à 2005, s'établissant à 47,3 milliards FC contre 46,2 milliards FC en 2005. Cette évolution est imputable à l'augmentation des avances à l'Etat (+29%), en dépit de la diminution des avoirs extérieurs bruts (-2,5%).

A l'actif, les avoirs extérieurs ont reculé de 2,5%, revenant de 35,6 milliards en 2005 à 34,7 milliards FC en 2006, en liaison avec la hausse de la valeur des importations, qui exercé une pression à la hausse des mouvements débiteurs, détériorant au passage le solde de la balance commerciale.

Les avances statutaires consenties à l'Etat se sont accrues en 2006, passant de 4,2 milliards FC en 2005 à 5,4 milliards FC en 2006 (y compris l'avance à long terme). Cette situation est expliquée par la hausse des recettes budgétaires au cours de ces trois dernières années, base de calcul de ces avances.

Au passif, la principale évolution a porté sur la circulation fiduciaire, qui a augmenté de 11,4%, passant de 11,6 milliards FC en 2005 à 12,9 milliards FC en 2006. Cette augmentation s'explique par la forte croissance des opérations d'achats de devises et par l'augmentation des créances à l'Etat. Le paiement régulier des salaires des fonctionnaires a également influencé cette hausse.

Les dépôts des banques et établissements financiers résidents et non-résidents et ceux des entreprises publiques ont respectivement baissé de 7,4% et de 29%, tandis que ceux des administrations publiques ont augmenté de 49%, augmentant les engagements à vue de 3,4% entre 2005 et 2006.

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs s'est établi à 113,6% contre 120,6% en 2005, pour une norme de 20%, conformément aux accords de coopération monétaire, confortant la solidité extérieure de notre monnaie..

### 3.2 - Le compte de résultat

L'exercice 2006 fait apparaître un résultat bénéficiaire de 183 millions FC contre 128 millions FC en 2005, soit une hausse de 43%.

Les produits financiers du compte d'opérations ont enregistré une forte hausse, s'établissant à 1,3 milliard FC après 855 millions FC en 2005, principalement en raison de l'augmentation à la fois du solde créditeur de ce compte et du taux de rémunération.

Les produits sur opérations avec la clientèle, composés essentiellement des intérêts sur les avances au Trésor, sont en hausse de 55%, et les commissions sur transferts ont enregistré une hausse de 16%.

Les charges de l'exercice se sont élevées à 1,8 milliard FC en 2006, en hausse de 34 % par rapport à 2005. Cette évolution a résulté de l'augmentation de charges relatives à l'émission des nouvelles coupures.

Les frais de personnel ont représenté 10,5% du total des charges contre 11,1% en 2006. Les frais généraux ont augmenté par rapport à l'année précédente, atteignant 264 millions FC contre 230 millions FC en 2005, mais leur part dans le total des charges a diminué, passant de 15,8% en 2005 à 13,5% en 2006. Les charges exceptionnelles ont diminué de 56% entre 2005 et 2006, leur part dans le total des charges passant de 4% à 1,3% au cours de la période.

La BCC a dégagé, au cours de cet exercice, un résultat positif de 183 millions FC contre 128 millions FC en 2005.

### Bilan au 31 décembre 2006 (en millions FC)

Actif	2005	2006*	Passif	2005	2006*
<b>Disponibilités extérieures</b>	35.608	34.700	<b>Engagements à vue</b>	29.525	30.532
. Encaisses en devises (Billets Zone franc)	9.614	3.750	. Billets et monnaies en circulation	11.599	12.926
. Compte d'Opérations (Trésor Français)	25.840	30.777	. Dépôts des Banques et Inst Fin	14.871	13.769
. Autres Avoirs (BdF, Fed)	30	36	. Dépôts des Entreprises publiques	864	626
. Avoirs en or et en DTS	124	137	. Dépôts des Administrations Publiques	2.137	3.189
<b>Créances sur l'Etat</b>	4.557	5.877	. Transferts à régler	3	4
. Avance BCC au Trésor Public	4.141	5.464	. Autres Dépôts	50	17
. Concours FMI					
. Allocations en DTS	416	414	<b>Engagements internationaux</b>	4.430	4.441
<b>Créances sur les Banques et Inst Financiere</b>			. Concours du FMI		
<b>Autres Créances</b>	45	51	. Autres engagements (FMI Bons du Trésor)	4.430	4.441
<b>Créances douteuses</b>	40	44			
<b>Provisions</b>	(40)	(44)	<b>Compte de régularisation</b>	238	269
<b>Autres Actifs (Titres de participations)</b>	5.176	5.188	<b>Compte de capital</b>	11.900	11.918
. Titres de participation BDC	50	50	. Capital	1.100	1.100
. Quote-parts FMI	5.126	5.138	. Réserves	10.249	10.305
<b>Comptes de régularisation</b>	372	1.011	. Provisions	138	100
.			. Allocations DTS	413	414
<b>Actifs immobilisés</b>	463	517	<b>Résultat en instance d'affectation</b>	128	183
. Immobilisations en cours	136	18			
. Immobilisations d'exploitation	323	500			
<b>Résultats</b>					
<b>Total</b>	<b>46.221</b>	<b>47.343</b>	<b>Total</b>	<b>46.221</b>	<b>47.343</b>

Source : Banque Centrale des Comores

### Compte de résultat (en millions FC)

Charges	2005	2006	Produits	2005	2006
<b>Intérêts et commissions</b>	341		<b>Intérêts / Compt.Opérat</b>	858	1.130
<b>Charges sur matériel d'émission</b>	295		<b>Agios de réescompte</b>	0	0
<b>Charges du personnel</b>	162				
<b>Impôts et taxes</b>	1		<b>Intérêts/avances au Trésor</b>	144	223
<b>Frais généraux</b>	230		<b>Commissions sur transferts</b>	79	92
<b>Dotations Amort.Prov.</b>	238		<b>Produits exceptionnels</b>	5	1
<b>Charges exceptionnelles</b>	59		<b>Autres produits</b>	367	511
<b>Résultats</b>	128				
<b>Total</b>	<b>1.453</b>	<b>1.957</b>	<b>Total</b>	<b>1.453</b>	<b>1.957</b>

## Section IV - L'avis des Commissaires aux comptes



### MAZARS FIVOARANA

Société à responsabilité limitée au capital de 400.000 Ar  
Siège social : 13Rue Patrice Iumumba-Tsaralalana-101  
Antananarivo MADAGASCAR  
BP 3854-Tel (261)20.22.219.25-Fax :(261)20.22.271.41 ,  
Mail: cabfiv@wanadoo.mg

En exécution de la mission qui nous a été confiée par contrat de prestation de service signé le 10 mars 2003, nous avons procédé à la révision des comptes de la banque centrale des Comores (BCC) de l'exercice clos le 31 décembre 2006. Les comptes qui nous ont été présentés ont été établis par le gouvernement de la BCC conformément au manuel de procédures comptables propre à cette banque. Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Le bilan au 31 décembre 2006 présente un total de 47.343.301.209 KM contre 46.220.688.901KMF au 31 décembre 2005. Le résultat de l'exercice sous revue fait ressortir un bénéfice net de 182.642.622 KMF contre un bénéfice net de 127.720.629 KMF au 31 décembre 2005.

Nous avons effectué notre examen selon les normes d'audit internationales ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligence permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Nos travaux ont consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Ils consistent également à vérifier les principes comptables suivis et les règles d'évaluation retenues pour l'arrêté des comptes et apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après

A NOTRE AVIS, COMPTE TENU DES DILIGENCES QUE NOUS AVONS ACCOMPLIES SELON LES RÈGLES DE LA PROFESSION, NOUS SOMMES EN MESURE DE CERTIFIER QUE LES COMPTES ANNUELS PRÉSENTENT SINCÈREMENT DANS TOUS LEURS ASPECTS SIGNIFICATIFS LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES AU 31 DÉCEMBRE 2006, AINSI QUE LE RÉSULTAT DE SES OPÉRATIONS ET LES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS A LA MÊME DATE CONFORMÉMENT AU PLAN COMPTABLE PROPRE APPLIQUÉ PAR CETTE BANQUE.

Moroni, le 18 MAI 2007

Le Commissaire aux comptes





---

# ANNEXES

## Evolutions mensuelles des cours de quelques devises

Devises	Moyenne 2005	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Jun.	Jul.	Aût.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne 2006
D.T.S.	585,35	586,81	594,52	585,63	577,26	571,25	572,49	571,80	569,84	573,72	573,51	568,99	561,572	575,62
Dollar E.U	395,86	406,48	412,15	409,14	400,91	384,66	388,88	388,07	383,97	386,54	390,06	381,47	372,48	392,07
Dollar Canadien	326,97	350,79	358,55	353,36	350,11	346,64	349,15	343,83	342,96	346,38	345,55	335,95	323,21	345,54
Franc suisse	317,77	317,52	315,74	313,53	312,39	316,24	315,32	313,56	311,90	310,57	309,47	309,06	308,01	312,78
£. Sterling	719,43	717,17	720,62	713,71	708,25	720,52	716,21	715,39	726,94	728,73	731,38	729,97	731,11	721,67
Yen Japonais	3,60	3,52	3,50	3,49	3,43	3,45	3,39	3,35	3,31	3,30	3,29	3,25	3,18	3,37
Yuan (Chine)	45,48 *	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Rial Saoudien	106,10	108,42	110,47	108,34	104,51	101,92	102,71	102,84	102,06	103,56	103,34	99,45	99,61	103,94
Dirham (UAE)	108,34	110,68	112,79	110,63	106,71	104,07	104,86	105,01	104,21	105,74	105,49	101,55	101,70	106,12
Rand Sud Africain	62,29	60,48	67,39	68,40	66,00	60,48	55,67	54,77	55,30	52,03	50,99	52,53	52,88	58,08
Roupie Mauric.	13,46	13,24	13,50	13,09	12,71	12,35	12,44	12,40	11,76	11,99	11,83	11,29	11,24	12,32
Shilling Tanzanien	0,35	0,34	0,35	0,33	0,32	0,31	0,31	0,30	0,29	0,31	0,30	0,29	0,30	0,31
Shilling Kenyan	5,29	5,65	5,70	5,67	5,51	5,29	5,21	5,25	5,28	5,35	5,39	5,34	5,37	5,42
Ariary ( Madagascar)**	0,20	0,19	0,19	0,18	0,18	0,17	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18
Roupie Seychel	75,94	75,02	75,05	74,97	71,00	70,53	69,77	69,86	69,33	70,35	69,97	66,97	64,75	70,63

\* Moyenne du 1er trimestre

\*\* Nouvelle monnaie pour Madagascar depuis janvier 2005

## Les pays de la Zone Euro et les taux de conversion irrévocables de l'Euro\*

Pays	Devises	Euro/Devis	Pays	Devises	Euro/Devis
Allemagne	Deutshem	1,95583	Irlande	Livre	0,78756
Autriche	Schilling	13,7603	Italie	Lire	1936,27
Belgique	Franc belge	40,3399	Luxembourg	Franc	40,3399
Espagne	Peseta	166,386	Pays-Bas	Florin	2,20371
Finlande	Markka	5,94573	Portugal	Escudo	200,482
France	Franc	6,55957	Grèce**	Drachme	340,75

Parité fixe de l'Euro par rapport au Franc CFA et au Franc comorien :

1 Euro = 6,55957FRF x 100 = 655,957 F CFA

1 Euro = 6,55957FRF x 75 = 491,96775 FC

\* : Taux établis le 31/12/1998

\*\* : Taux établi le 31/12/2000

Sources : Banque Centrale des Comores, Département des Etudes et de la Supervision Bancaire

Banque de France

## Annexe II

**Indice des prix à la consommation ( Année 2006 )**  
**Répartition par catégorie de produits (Année de base : 1999)**

Fonctions	2005												2006												
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.	
<b>01 - Produits alimentaires, boissons et</b>	<b>126,5</b>	<b>128,6</b>	<b>126,4</b>	<b>120,4</b>	<b>125,5</b>	<b>123,7</b>	<b>129,4</b>	<b>132,2</b>	<b>132,0</b>	<b>135,0</b>	<b>140,5</b>	<b>132,0</b>	<b>140,8</b>	<b>130,4</b>											
dont :																									
Céréales non transformés	114,4	100,0	100,0	106,4	107,7	95,7	95,8	101,0	76,1	85,8	79,4	101,0	185,1	100,8											
Farines, semoules	120,3	115,9	118,0	113,9	115,5	115,5	121,2	122,9	122,9	125,2	123,6	117,1	121,9	119,5											
Vianades	100,9	103,9	101,8	97,0	97,8	97,8	97,7	97,2	96,6	99,1	90,2	96,8	95,1	97,5											
Poissons	114,5	130,3	120,0	94,2	94,2	94,2	108,3	120	107,3	128,3	122,1	111,9	118,1	112,0											
Lait, produits laitiers et ufs	109,0	112,4	113,9	113,9	114,4	114,4	114,4	115,0	102,8	92,0	95,2	103,0	90,6	106,7											
Huiles et graisses	88,9	87,3	92,7	92,7	92,7	92,7	92,7	101,0	91,3	85,5	80,1	81,4	88,5	89,0											
Fruits	266,8	229,6	219,0	197,5	212,6	212,6	246,8	290,0	180,8	238,2	220,3	247,9	219,4	225,9											
Légumes	144,9	150,0	160,7	146,5	158,3	158,3	160,0	180,0	123,9	89,3	108,9	126,6	117,6	135,7											
Pommes de terre, manioc, autres tuber.	180,5	198,5	180,9	162,9	165,4	165,4	203,5	205,0	127,6	150,3	163,4	171,5	191,0	169,7											
<b>02 - Articles d'habillement et chaussant</b>	<b>140,3</b>	<b>135,6</b>	<b>135,6</b>	<b>138,1</b>	<b>138,1</b>	<b>138,1</b>	<b>133,2</b>	<b>135,3</b>	<b>135,4</b>	<b>143,9</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>143</b>	<b>138,3</b>											
<b>03 - Logement, eau, électricité, gaz et</b>	<b>143,61</b>	<b>130,8</b>	<b>134,1</b>	<b>134,1</b>	<b>146,5</b>	<b>149,5</b>	<b>150,0</b>	<b>160,0</b>	<b>165,0</b>	<b>153,0</b>	<b>160,7</b>	<b>160,7</b>	<b>160,0</b>	<b>150,4</b>											
<b>autres combustibles.</b>																									
dont autres combustibles	191,7	145,9	160,1	160,1	232,3	250,2	252,7	260,0	265,0	250,0	258,0	258,0	260,0	229,4											
<b>04 - Ameublement, équipements ména-</b>	<b>115,9</b>	<b>132,4</b>	<b>130,0</b>	<b>130,5</b>	<b>129,0</b>	<b>130,2</b>	<b>130,3</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>											
<b>05 - Santé</b>	<b>131,3</b>	<b>131,3</b>	<b>131,3</b>	<b>131,3</b>	<b>131,3</b>	<b>131,3</b>	<b>131,3</b>	<b>111,8</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>											
<b>06 - Transports</b>	<b>136,2</b>	<b>147,8</b>	<b>128,8</b>	<b>128,7</b>	<b>128,7</b>	<b>128,7</b>	<b>128,7</b>	<b>131,3</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>											
<b>07 - Loisirs, spectacles et cultures</b>	<b>177,5</b>	<b>177,7</b>	<b>177,3</b>	<b>177,3</b>	<b>177,3</b>	<b>177,3</b>	<b>177,3</b>	<b>133,6</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>											
<b>08 - Enseignement</b>	<b>117,6</b>	<b>117,6</b>	<b>117,6</b>	<b>117,6</b>	<b>117,6</b>	<b>117,6</b>	<b>117,6</b>	<b>177,3</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>											
<b>09 - Hôtels, cafés, restaurants</b>	<b>201,2</b>	<b>204,9</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>117,6</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>	<b>132,4</b>											
<b>10 - Autres biens et services</b>	<b>115,6</b>	<b>116,5</b>	<b>115,2</b>	<b>115,2</b>	<b>115,2</b>	<b>115,2</b>	<b>115,2</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>199,4</b>	<b>157,4</b>											
<b>Total des Indices</b>	<b>129,3</b>	<b>129,2</b>	<b>126,8</b>	<b>122,7</b>	<b>127,9</b>	<b>127,1</b>	<b>131,1</b>	<b>137,5</b>	<b>138,1</b>	<b>138,7</b>	<b>143,5</b>	<b>137,8</b>	<b>143,6</b>	<b>133,7</b>											
Taux d'inflation annuel	3,2	5,3	1,7	(1,5)	3,2	2,2	3,5	4,2	4,0	6,2	4,0	1,0	6,4	3,4											

Remarques : changement d'année de base qui est passée de 1993 à 1999. Nouveau panier appliqué à partir de janvier 2000.

Source : Direction Générale du Plan, Direction de la Statistique

## Annexe III

**Evolution du commerce extérieur des Comores**  
Année de base 1975

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006*
Importations	24 659	26 270	22 241	24 929	23 085	27 776	27 454	30 311	33917	39041	45189
Exportations	2 436	2 630	2 631	4 248	6 309	9 144	10 057	11 695	7332	4757	3893
Balance commerciale	-22 223	-23 640	-19 610	-20 681	-16 776	-18 632	-17 397	-18 616	-26 585	-34 284	-41 296
Taux de couverture	10	10	12	17	27	33	37	39	22	12	9
PM = indice des import.	496	528	447	501	464	558	552	609	682	785	909
PX = indice des export.	120	129	129	209	310	449	494	574	360	234	191
Terme de l'éch. PX/PM	24	24	29	42	67	80	89	94	53	30	21

\* : Données provisoires

Source: Direction générale des douanes Traitement: Banque Centrale



## Annexe IV

### Exécution du budget de l'Etat (en millions de FC)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006**
<b>Recettes intérieures</b>	<b>12 828</b>	<b>9 461</b>	<b>11 120</b>	<b>10 528</b>	<b>12 844</b>	<b>16 975</b>	<b>22 335</b>	<b>22 445</b>	<b>23 972</b>	<b>21 556</b>
- Fiscales	11 968	9 025	10 295	9 835	10 983	13 870	19 622	19 407	17 797	17 260
- Non-fiscales	860	436	825	693	1 861	3 105	2 713	3 038	6 175	4 296
<b>Dépenses courantes</b>	<b>12 742</b>	<b>11 426</b>	<b>11 223</b>	<b>11 372</b>	<b>13 699</b>	<b>16 520</b>	<b>20 262</b>	<b>21 940</b>	<b>21 959</b>	<b>22 724</b>
- Traitements et salaires	8 553	7 190	6 307	6 028	6 190	6 778	11 493	12 631	12 872	13 250
- Biens et Services	3 037	2 927	3 486	4 075	5 620	7 250	5 297	6 038	5 160	5 548
- Transferts	265	390	522	309	488	887	2 041	1 989	2 879	3 413
- Intérêts sur la dette	887	919	908	960	1 401	1 605	1 431	1 282	1 048	513
<b>Solde</b>	<b>86</b>	<b>-1 965</b>	<b>-103</b>	<b>-844</b>	<b>-855</b>	<b>455</b>	<b>2 073</b>	<b>505</b>	<b>2 013</b>	<b>-1 168</b>

**Source: Ministère des Finances, Trésorerie Générale**

\* A partir de 2003, Anjouan inclus

\*\* : Chiffres provisoires

## Evolution en moyenne mensuelle et trimestrielle des principaux taux bancaires

Taux débiteurs	8.0/14	8.0/14	8.0/14	8.0/14	8.0/14	8.0/14	8.0/14	8.0/14	8.0/14	8.0/14	8.0/14	
<b>EONIA</b>	2,0248	2,0334	1,9984	2,062	2,0097	2,035	2,061	2,0345	2,0467	2,1129	2,0857	2,0442
<b>Prêt Marginal</b>			3			3			3			3
<b>EURIBOR 1 mois</b>	2,077	2,06	2,042	2,052	2,061	2,076	2,076	2,077	2,078	2,086	2,109	2,168
<b>EURIBOR 6 mois</b>	2,118	2,085	2,018	2,056	2,136	2,189	2,188	2,114	2,2	2,192	2,216	2,207
<b>EURIBOR 12 mois</b>	2,22	2,163	2,054	2,152	2,296	2,404	2,361	2,302	2,375	2,319	2,326	2,303
<b>2005</b>												
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembr	Octobre	Novembr	Décembr
Dépôts Trésor et BIF non soumise	3,5794	3,5582	3,5565	3,5733	3,5706	3,5637	3,5732	3,5665	3,591	3,5713	3,587	3,7632
Dépôts des BIF soumise	2,0794	2,0582	2,0565	2,0733	2,0706	2,0637	2,0732	2,0665	2,091	2,0713	2,087	2,2632
-Réserves libres (EONIA)	2,0794	2,0582	2,0565	2,0733	2,0706	2,0637	2,0732	2,0665	2,091	2,0713	2,087	2,2632
-Réserves obligatoires (EONIA -1/8)	1,95	1,93	1,93	1,95	1,95	1,94	1,95	1,94	1,97	1,95	1,96	2,14
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	3,58	3,56	3,56	3,57	3,57	3,56	3,57	3,57	3,59	3,57	3,59	3,76
Comptes sur livret	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	3	3	3	3	3	3	3,000	3,000	3	3	3	3
Taux débiteurs	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14	8,0/14
<b>EONIA</b>	2,0794	2,0582	2,0565	2,0733	2,0706	2,0637	2,0732	2,0665	2,091	2,0713	2,087	2,2632
<b>Prêt Marginal</b>			3			3			3			3,0679
<b>EURIBOR 1 mois</b>	2,111	2,104	2,103	2,105	2,104	2,104	2,107	2,113	2,115	2,121	2,218	2,411
<b>EURIBOR 6 mois</b>	2,193	2,184	2,193	2,173	2,144	2,107	2,133	2,159	2,165	2,272	2,497	2,601
<b>EURIBOR 12 mois</b>	2,313	2,31	2,338	2,267	2,193	2,104	2,166	2,222	2,214	2,413	2,68	2,784
<b>2006</b>												
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembr	Octobre	Novembr	Décembr
Dépôts Trésor et BIF non soumise	3,8232	3,8518	4,0206	4,1303	4,0723	4,1943	4,3165	4,4668	4,5407	4,7806	4,8283	5,0155
Dépôts des BIF soumise	2,1982	2,3518	2,5206	2,6303	2,5723	2,6943	2,8165	2,9668	3,0407	3,2806	3,3283	3,5155
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	2,1982	2,2268	2,3956	2,5053	2,4473	2,5693	2,6915	2,8418	2,9157	3,1556	3,2033	3,3905
-Réserves obligatoires (EONIA -1/4)	2,0732	2,1018	2,2706	2,3803	2,3223	2,4443	2,5665	2,7168	2,7907	3,0306	3,0783	3,2655
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	3,8232	3,8518	4,0206	4,1303	4,0723	4,1943	4,3165	4,4668	4,5407	4,7806	4,8283	5,0155
Comptes sur livret	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Taux débiteurs	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14
<b>EONIA</b>	2,3232	2,3518	2,5206	2,6303	2,5723	2,6943	2,8165	2,9668	3,0407	3,2806	3,3283	3,5155
<b>Prêt Marginal</b>	3,25	3,5000				3,5412	3,75	4		4,25		4,50
<b>EURIBOR 1 mois</b>	2,388	2,459	2,633	2,648	2,690	2,866	2,938	3,095	3,155	3,349	3,417	3,641
<b>EURIBOR 6 mois</b>	2,650	2,726	2,867	2,953	3,058	3,153	3,287	3,411	3,525	3,643	3,729	3,795
<b>EURIBOR 12 mois</b>	2,832	2,915	3,100	3,218	3,310	3,393	3,538	3,618	3,713	3,795	3,865	3,931

EONIA :Euro Over Night Indexed Average (Taux moyen pondéré au jour le jour de l'Euro)

\* En janvier 2005, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 3,5% à 3%, les taux de rémunération des réserves libres de EONIA+1/8 à EONIA

\* En janvier 2006, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 3% à 2,5%, les taux de rémunération de EONIA+1/8 à EONIA pour les réserves libres et de EONIA-1/8 à EONIA-1/4 pour les réserves obligatoires, et les taux débiteurs de [8,0/14;0] à [7,0/14;0]%

## Annexe VI

Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties		(en millions de FC)													
		déc.-01	déc-02	déc-03	déc-04	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06					
<b>Masse Monétaire</b>															
Monnaie		22 937	25 323	24 794	23 367	25 383	23 387	24 459	25 536	24 674					
- billets et pièces en circulation.		12 355	12 503	11 505	11 730	11 456	10 657	11 224	12 831	12 760					
- dépôts à vue		10 582	12 820	13 289	11 637	13 927	12 730	13 235	12 705	11 914					
Quasi - monnaie		10 392	11 571	10 382	10 712	10 069	9 591	8 756	8 814	8 714					
<b>Total</b>		<b>33 329</b>	<b>36 894</b>	<b>35 176</b>	<b>34 079</b>	<b>35 452</b>	<b>32 978</b>	<b>33 215</b>	<b>34 350</b>	<b>33 388</b>					
<b>Contreparties de la Masse Monétaire</b>															
Avoirs extérieurs		36 973	39 324	37 587	37 057	37 442	37 132	34 351	37 998	39 758					
Créances sur l'Etat		2 029	2 228	1 604	2 170	3 468	3 918	5 126	4 759	3 220					
Crédits à l'économie		9 369	10 442	11 529	10 500	10 362	9 566	9 524	9 931	9 491					
Autres postes		-15 042	-15 099	-15 545	-15 647	-15 820	-17 638	-15 786	-18 339	-19 081					
<b>Total</b>		<b>33 329</b>	<b>36 894</b>	<b>35 176</b>	<b>34 079</b>	<b>35 452</b>	<b>32 978</b>	<b>33 215</b>	<b>34 350</b>	<b>33 388</b>					

Source: Banque Centrale des Comores  
 Direction des Etudes et Statistiques Monétaires

## Annexe VII

**Situation résumée du système bancaire**  
(en millions de FC)

	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembr	Décembre
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006	2006	2006	2006
<b>Actif</b>										
Avoirs extérieurs (brut)	40 708	41 989	39 561	38 621	38 958	38 527	36 706	39 306	41 505	
Créances à l'Etat (brut)	3 251	3 311	3 420	4 238	5 157	5 035	6 435	6 195	6 682	
Créances sur les entreprises publiques	395	222	727	751	665	1 211	1 542	1 421	1 465	
Créances sur le secteur privé (brut)	11 836	12 456	13 337	11 942	11 850	10 995	10 936	11 494	10 962	
<b>Total de l'actif</b>	<b>56 190</b>	<b>57 978</b>	<b>57 045</b>	<b>55 552</b>	<b>56 630</b>	<b>55 768</b>	<b>55 619</b>	<b>58 416</b>	<b>60 614</b>	
<b>Passif</b>										
Engagements à vue	21 427	23 346	23 235	21 648	23 548	21 917	23 229	24 104	23 046	
Dépôts à terme	9 537	10 054	10 325	10 523	9 763	10 090	9 770	10 118	10 533	
Dépôts de l'Etat	1 367	1 229	1 962	2 214	1 777	1 175	1 368	1 495	3 016	
Engagements extérieurs	4 089	2 851	2 065	1 556	1 507	1 387	2 346	1 290	1 587	
Fonds publics affectés	2 183	2 170	1 346	1 170	1 496	1 374	1 250	1 193	1 108	
Dépôts restrictifs	482	1 348	767	1 276	1 267	810	206	329	102	
Fonds de contrepartie	49	49	49	50	0	0	0	0	0	
Autres passifs	17 056	16 930	17 294	17 117	17 271	19 016	17 451	19 888	21 223	
<b>Total du passif</b>	<b>56 190</b>	<b>57 978</b>	<b>57 045</b>	<b>55 552</b>	<b>56 630</b>	<b>55 768</b>	<b>55 619</b>	<b>58 416</b>	<b>60 614</b>	

Source : Banque Centrale des Comores  
Direction des Etudes et de la Supervision Bancaire

<b>Annexe VIII</b>	NOM DU PAYS: <u>Comores</u> CODE SFI: _____				
	UNITES: en millions FC	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2 005</b>	<b>2006*</b>
	Periode 1er janvier au 31 décembre				
	Compte des transactions courantes	<b>-8 020</b>	<b>-7 536</b>	<b>-9 675</b>	<b>-214,1</b>
Codification interionale	<b>Biens</b>	<b>-15 193</b>	<b>-22 729</b>	<b>-30 927</b>	<b>-34 484</b>
<b>2100.Z</b>	<b>credit</b>	13 082	8 243	5 691	5 025
<b>3100.Z</b>	<b>debit</b>	-28 275	-30 972	-36 618	-39 509
	<i>Marchandises generales</i>	<b>-16 580</b>	<b>-23 590</b>	<b>-31 861</b>	<b>-35 616</b>
<b>2110..</b>	<i>Exportations FAB</i>	11 695	7 382	4 757	3 893
<b>3110..</b>	<i>Importations FAB</i>	-28 275	-30 972	-36 618	-39 509
	<i>Biens importes ou exportes pour transformation</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2150..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3150..</b>	<i>debit</i>	0	0	0	0
	<i>Reparations de biens</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2160..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3160..</b>	<i>debit</i>	0	0	0	0
	<i>Achats de biens dans les ports par les transporteurs</i>	<b>1 387</b>	<b>861</b>	<b>934</b>	<b>1 132</b>
<b>2170..</b>	<i>credit</i>	1 387	861	934	1 132
<b>3170..</b>	<i>debit</i>	0	0	0	0
	<i>Or non monetaire</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2180..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3180..</b>	<i>debit</i>	0	0	0	0
	<b>Services</b>	<b>-2 760</b>	<b>-2 059</b>	<b>-1 224</b>	<b>-2 777</b>
<b>2200.Z</b>	<b>credit</b>	13 079	14 321	16 886	18 265
<b>3200.Z</b>	<b>debit</b>	-15 839	-16 380	-18 110	-21 042
	<i>Transports</i>	<b>-8 123</b>	<b>-8 432</b>	<b>-9 231</b>	<b>-11 593</b>
<b>2205..</b>	<i>credit</i>	1 512	1 509	1 846	1 794
<b>3205..</b>	<i>debit</i>	-9 635	-9 941	-11 077	-13 387
	Transports maritimes	<b>-4 880</b>	<b>-5 461</b>	<b>-6 285</b>	<b>-7 275</b>
<b>2206..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3206..</b>	<i>debit</i>	-4 880	-5 461	-6 285	-7 275
	Transports aeriens	<b>-3 243</b>	<b>-2 971</b>	<b>-2 946</b>	<b>-4 318</b>
<b>2210..</b>	<i>credit</i>	1 512	1 509	1 846	1 794
<b>3210..</b>	<i>debit</i>	-4 755	-4 480	-4 792	-6 112
	Autres transports	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2214..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3214..</b>	<i>debit</i>	0	0	0	0
	<b>Voyages</b>	<b>3 346</b>	<b>4 741</b>	<b>5 550</b>	<b>6 270</b>
<b>2236..</b>	<i>credit</i>	6 788	8 462	9 340	10 517
<b>3236..</b>	<i>debit</i>	-3 442	-3 721	-3 790	-4 247
	Voyages a titre professionnel	<b>-12</b>	<b>-202</b>	<b>17</b>	<b>125</b>
<b>2237..</b>	<i>credit</i>	823	864	983	1 081
<b>3237..</b>	<i>debit</i>	-835	-1 066	-966	-956
	Voyages a titre personnel	<b>3 358</b>	<b>4 943</b>	<b>5 533</b>	<b>6 145</b>
<b>2240..</b>	<i>credit</i>	5 965	7 598	8 357	9 436
<b>3240..</b>	<i>debit</i>	-2 607	-2 655	-2 824	-3 291
	<i>Services de communication</i>	<b>2 752</b>	<b>2 351</b>	<b>3 487</b>	<b>3 662</b>
<b>2245..</b>	<i>credit</i>	3 030	2 687	4 114	4 320
<b>3245..</b>	<i>debit</i>	-278	-336	-627	-658
	<i>Services de construction</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2249..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3249..</b>	<i>debit</i>	0	0	0	0
	<i>Services d'assurance</i>	<b>-1 394</b>	<b>-1 560</b>	<b>-1 796</b>	<b>-2 079</b>
<b>2253..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3253..</b>	<i>debit</i>	-1 394	-1 560	-1 796	-2 079
	<i>Services financiers (autres qu' assurances)</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2260..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3260..</b>	<i>debit</i>	0	0	0	0
	<i>Services informatique et d'information</i>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2262..</b>	<i>credit</i>	0	0	0	0
<b>3262..</b>	<i>debit</i>	0	0	0	0

	<b>Redevances et droits de licence</b>	<b>402</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2266..	credit	402	0	0	0
3266..	debit	0	0	0	0
	<b>Autres services aux entreprises</b>	<b>-791</b>	<b>-468</b>	<b>-474</b>	<b>-498</b>
2268..	credit	0	0	0	0
3268..	debit	-791	-468	-474	-498
	<b>Services personnels, culturels et recreatifs</b>	<b>-101</b>	<b>-108</b>	<b>-149</b>	<b>-156</b>
2287..	credit	0	0	0	0
3287..	debit	-101	-108	-149	-156
	<b>Services fournis ou recus par les administrations publiques, n.c.a.</b>	<b>1 149</b>	<b>1 417</b>	<b>1 389</b>	<b>1 617</b>
2291..	credit	1 347	1 663	1 586	1 634
3291..	debit	-198	-246	-197	-17
	<b>Revenus</b>	<b>-1 282</b>	<b>-855</b>	<b>-427</b>	<b>163</b>
2300.Z	credit	1 780	1 115	966	1 321
3300.Z	debit	-3 062	-1 970	-1 393	-1 158
	<b>Remuneration des salaries</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Compte de capital et d'operations financieres</b>	<b>7 890</b>	<b>7 112</b>	<b>8 837</b>	<b>7 860</b>
	<b>Compte de Capital</b>	<b>3 147</b>	<b>3 836</b>	<b>5 868</b>	<b>7 240</b>
2994.Z	credit	3 147	3 836	5 868	7 240
3994.Z	debit	0	0	0	0
4400..	<b>Transferts de capital</b>	<b>3 147</b>	<b>3 836</b>	<b>5 868</b>	<b>7 240</b>
2400..	credit	3 147	3 836	5 868	7 240
3400..	debit	0	0	0	0
	<b>Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2480..	credit	0	0	0	0
3480..	debit	0	0	0	0
	<b>Compte des operations financieres</b>	<b>4 743</b>	<b>3 276</b>	<b>2 969</b>	<b>620</b>
	<b>Investissements directs</b>				
4505.Z	A l' etranger (par des residents)	0	0	0	0
4555.Z	Dans l'economie declarante (par des non-residents)	346	266	221	226
	<b>Investissements de portefeuille</b>				
4602.Z	Avoirs	-5	-8	-10	-10
4652.Z	Engagements	0	0	0	0
4910.Z	<b>Produits financiers derives (net)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
4900.Z	Produits financiers derives, avoirs	0	0	0	0
4905.Z	Produits financiers derives, engagements	0	0	0	0
	<b>Autres investissements</b>	<b>3 466</b>	<b>2 740</b>	<b>1 123</b>	<b>-519</b>
4703.Z	<b>Avoirs</b>	<b>1 041</b>	<b>1 515</b>	<b>-996</b>	<b>-2 871</b>
4706..	Credits commerciaux	-660	1 341	644	216
4714..	Prets	0	0	0	0
4730..	Monnaie fiduciaire et depots	0	0	0	0
4736..	Autres avoirs	1 701	174	-1 640	-3 087
4753.Z	<b>Engagements</b>	<b>2 425</b>	<b>1 225</b>	<b>2 119</b>	<b>2 352</b>
4756..	Credits commerciaux	693	901	1 281	1 537
4764..	Prets	2 425	729	887	565
4780..	Monnaie fiduciaire et depots	-174	-60	23	87
4786..	Autres engagements	-519	-345	-72	163
4802.Z	<b>Avoirs de reserve</b>	<b>936</b>	<b>278</b>	<b>1 635</b>	<b>923</b>
4812..	Or monetaire	1	3	-33	-12
4811..	Droits de tirages speciaux	15	0	0	-4
4812..	Or monetaire	1	3	-33	-12
4811..	Droits de tirages speciaux	15	0	0	-4
4810..	Position de reserve au FMI	29	0	-9	12
4803..	Devises etrangeres	890	180	1 682	921
4813..	Autres creances	1	95	-5	6
4998.Z	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>130</b>	<b>424</b>	<b>838</b>	<b>354</b>
* Donnees pro- visoires					

## Conseil d'Administration

Administrateurs comoriens :	Administrateurs français :
Mr SALÏM A. ABDALLAH, Président	Mr Rémy RIOUX
Mr ALI NASSOR	Mr Jean-Christophe DEBERRE
Mr MADI AHAMADA	Mr Philippe BONZOM
Mr YAHAYA AHMED HOUMADI (remplaçant)	Mr Michel JACQUIER
<b>Collège des Censeurs</b>	
Houssen Hassan IBRAHIM Bruno CABRILLAC	
<b>Gouvernement de la Banque</b>	
Gouverneur Mr AHAMADI ABDOULBASTOI	Vice-Gouverneur Mr MZE ABDOU MOHAMED CHANFIOU



## Cabinet du Gouvernement

- Affaires juridiques - Conseil d'Administration	- Relations avec la profession bancaire - Avances au Trésor
- Gestion du domaine mobilier et immobilier - Assistance technique et développement des compétences	- Tableau de bord des activités de la banque - Informatique et télécommunication - Communication avec les médias - Représentation



Département du Secrétariat Général	Département des Etudes et de la Supervision Bancaire	Département de la Comptabilité et des Opérations	Département de la Caisse	Département du Contrôle
<b>Secrétaire Générale : Mme EZIDINE Hassanatillah</b> * Réglementation interne, - Sécurité physique, - Administration et gestion des ressources humaines, - Budget, - Gestion administrative et suivi des activités des agences (Mohéli et Anjouan), - Assurances, - Gestion des moyens matériels et fournitures de bureau, - Relations avec les fournisseurs et prestataires de services, - Missions et protocoles."	<b>Responsable : Mzé Abdou Mohamed Chanfiou</b> * Service des Etudes - Etudes économiques, élaborations des notes et rapports, - Suivi de la conjoncture économique et financière, - Elaboration de la balance des Paiements, - Réglementation des changes, - Relations avec l'Administration, - Travaux de la ZOF et du COMESA, - Missions FMI et BM, - Opérations de réescompte et de refinancement, - Relations avec les entreprises, - Documentations et publications.	<b>Directrice: Mme Faouzia Ali</b> - Comptabilité générale, - Gestion des réserves de change, - Gestion de la Position, - Gestion des comptes du Trésor et des BEF, - Relations financières avec la clientèle, - Ouvertures et fermetures des comptes, - Elaboration des états comptables, - Gestion des opérations de compensation, - Calcul des amortissements.	<b>Directrice : Mme Roukiat Ansaly</b> - Gestion de la monnaie fiduciaire (EUR et FC), - Gestion du faux-monnayage, - Gestion clientèle particulière et institutionnelle, - Production des statistiques de la caisse, - Organisation du travail de la caisse, - Utilisation du timbre sec, - garde des valeurs (billets et pièces, bons du Trésor,...), - Entretien du matériel de la caisse, - Sécurité intérieure de la caisse, - Organisation et programmation des expéditions et approvisionnement du Compte d'Opération, - Programmation des commandes des billets et pièces, - Relations avec les collectionneurs.	<b>Directrice: Mme Zainaba Mzé Mouigni</b> - Contrôle interne, - Contrôle du Budget, - Destruction des billets, - Contrôle des agences, - Secrétariat du SRF : lutte contre le blanchiment et les produits du Crime, - Contrôle des opérations et des transferts, - Contrôle de change, - Edition des titres de paiements.

## **LISTE DES ETABLISSEMENTS AGREES AU 31 DECEMBRE 2006**

(conformement à la loi 80-07, art 6 et à l'instruction n° 004/2004/COB, art 4)

### **1- les Banques, telles que définies aux articles 4 et 5 de la loi n°80-07 portant réglementation des banques et établissements financiers,**

- BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE-COMORES ( BIC-C)  
Place de France  
B.P 175 Moroni, Union des Comores  
Tél : (269) 73 02 43 / Fax : (269) 73 12 29
- BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES COMORES ( BDC )  
Place de France  
B.P 298 Moroni, Union des Comores  
Tél : (269) 73 08 18 / Fax : (269) 73 03 97
- BANQUE FEDERALE POUR LE COMMERCE ( BFC )  
Place de France  
B.P Moroni, Union des Comores
- EXIM BANK  
Place de France  
B.P Moroni, Union des Comores

### **2- les Institutions Financières Décentralisées, telles que définies par le décret n° 04069/PR portant réglementation des Institution Financières Décentralisées du 22 juin 2004,**

- UNION DES MECK ( 12 MECK de base affiliées)  
Volovolo  
B.P 1234 Moroni, Union des Comores  
Tél : (269) 73 36 40 / Fax : (269) 73 36 40
- UNION REGIONALE DES SANDUK D'ANJOUAN ( 32 caisses affiliées)  
Domoni  
B.P 47 DOMONI ANJOUAN  
Tél : (269) 71 95 20 / 71 04 93

### **3- les Intermédiaires Financiers, tels que définis à l'article 2 de la loi n°80-07 portant réglementation des banques et établissements financiers,**

- SOCIETE NATIONALE DES POSTES ET DES SERVICES FINANCIERS ( SNPSF)  
Moroni Port  
Moroni, Union des Comores  
Tél : (269) 74 43 01 / Fax : (269) 73 80 30
  - \* CAISSE NATIONALE D'EPARGNE ( CNE ) - COMPTES CHEQUES POSTAUX ( CCP)
  - \* TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARGENT
  - \* OPERATIONS DE CHANGE EN EURO
- COMORES EXPRESS  
B.P 150 Moroni, Union des Comores  
Tél : (269) 73 84 22 / Fax : (269) 73 83 90



Imprimée par  
TPS PRINTING Co.LTD

Représenté par  
DATACOM  
BP:1684 Moroni  
Tel: +269 33 17 09/+269 76 16 06  
Email : sdatacom@gmail.com

Design et mise en page  
DATACOM

Photo: Bara Et Banque Centrale